

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.942/4
DU 1^{er} OCTOBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 17 juillet 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 3 octobre 2008 (*), sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire", a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 28 juillet 2008.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. L'article 6 de l'ordonnance du 8 septembre 1994 portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale impose au Gouvernement de solliciter l'avis de ce conseil, notamment sur tous les avant-projets d'ordonnances qui relèvent des compétences de la Région et qui ont une incidence sur sa vie économique et sociale.

Tel est le cas de l'avant-projet d'ordonnance à l'examen, qui entend modifier le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (ci-après dénommé le "CoBAT") dans nombre de ses dispositions, notamment en terme de procédure de délivrance des permis d'urbanisme et de lotir, ainsi que des certificats d'urbanisme, en terme de protection du patrimoine et d'exonération du précompte immobilier dans le cadre de cette protection.

Le dossier transmis au Conseil d'État ne comporte aucun document attestant de ce que l'avis requis aurait été demandé.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de veiller à l'accomplissement de cette formalité.

2. L'article 103 de l'ordonnance en projet entend modifier l'article 298 du CoBAT relatif à l'exonération du précompte immobilier pour certains biens faisant l'objet de mesures de protection du patrimoine immobilier.

.../...

Depuis le 1^{er} janvier 2002, l'adoption d'une telle disposition est normalement soumise à la procédure de concertation prévue à l'article 5, § 3, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, tel que remplacé par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions ⁽¹⁾. Cette procédure est fixée par l'accord de coopération du 7 décembre 2001 entre l'État fédéral et les Régions relatif à l'échange d'informations dans le cadre de l'exercice de leurs compétences fiscales et aux procédures de concertation concernant l'applicabilité technique des modifications aux impôts régionaux projetées par les Régions et l'applicabilité technique de l'instauration par les Régions de réductions ou d'augmentations générales de l'impôt des personnes physiques dû.

Aucune des pièces jointes au dossier n'atteste de l'accomplissement de la procédure de concertation prévue par les articles 8 à 11 de l'accord de coopération précité.

L'auteur de l'avant-projet veillera à l'accomplissement de cette formalité.

Observations générales

I. Article 23 de la Constitution

1. Le texte en projet entend modifier de nombreuses dispositions du CoBAT.

Si, dans certains cas, les mesures prévues par le texte en projet, s'avèrent plus strictes que les mesures résultant des dispositions en vigueur, sur plusieurs points, le régime en projet s'avère moins contraignant que le régime en vigueur.

⁽¹⁾ Voir notamment l'avis 34.014/2, donné le 2 octobre 2002, par la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2002 modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Doc. parl., Parl. Région de Bruxelles-Capitale, 2002-2003, n/A-361/1, pp. 18-25); voir aussi l'avis 44.379/4, donné le 26 mai 2008, par la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire en vue de consacrer le principe de l'observation urbaine".

La question se pose de savoir si les modifications qui ont pour objet de mettre en place des régimes moins contraignants que ceux en vigueur, sont compatibles avec l'obligation de *stand still* qui résulte de l'article 23 de la Constitution, obligation qui s'oppose à l'adoption de mesures tendant à réduire sensiblement le niveau de protection des droits que reconnaît la disposition constitutionnelle précitée - ici le droit à la protection d'un environnement sain - par rapport aux garanties précédemment acquises dans l'ordonnancement juridique, sauf si une telle diminution du niveau de protection existant est concrètement et raisonnablement justifiée par un motif impérieux d'intérêt général ⁽²⁾.

2. À ce propos, il y a lieu d'examiner plus spécialement l'article 60 de l'ordonnance en projet. Cet article entend modifier l'article 155, § 2, alinéa 2, du CoBAT de manière à permettre au fonctionnaire délégué d'accorder des dérogations aux prescriptions d'un plan particulier d'affectation du sol ou d'un permis de lotir, sans que ces dérogations soient limitées, comme le prévoit actuellement l'article 155, § 2, alinéa 1^{er}, en vigueur, du CoBAT, aux dimensions des parcelles, au volume, à l'implantation et à l'esthétique des constructions.

Sur ce point, le commentaire des articles expose ce qui suit :

"Au vu des difficultés apparues dans la mise en oeuvre de l'article 155, § 2, alinéa 1^{er} du CoBAT, la disposition projetée a pour but de ne plus énumérer limitativement les prescriptions d'un P.P.A.S. ou d'un permis de lotir auxquelles une dérogation peut être accordée sur proposition motivée du collège échevinal par le fonctionnaire délégué.

Le champ d'application de cette disposition concerne dès lors toutes les prescriptions précitées étant entendu qu'une éventuelle dérogation ne peut toutefois être accordée que moyennant la triple garantie de l'accord entre la commune et le fonctionnaire délégué d'une part, du respect des mesures particulières de publicité d'autre part et du respect, enfin, de la condition liée à ce que la dérogation ne porte pas atteinte à une donnée essentielle du plan, dont les affectations elles-mêmes (sous la seule réserve expresse de la dérogation «indirecte» à l'affectation de la zone contiguë prévue à l'alinéa 2 de la norme commentée), ou du permis de lotir.

[...]"

⁽²⁾ Voir notamment à ce sujet les arrêts de la Cour constitutionnelle n/s 135/2006 et 137/2006 du 14 septembre 2006, n/ 145/2006 du 28 septembre 2006 et n/ 87/2007 du 20 juin 2007.

L'exposé des motifs mentionne quant à lui ce qui suit :

"Le régime des dérogations aux PPAS est décloisonné de manière à permettre au fonctionnaire délégué de déroger non plus uniquement aux dispositions relatives aux dimensions des parcelles, au volume, à l'implantation et à l'esthétique des constructions mais à toutes les dispositions des PPAS, sous réserve bien évidemment du respect des conditions actuellement fixées par l'actuel article 155, § 2, du CoBAT. Il est fait exception à cette extension du champ matériel des dérogations pour les dérogations à l'affectation qui demeurent proscrites, hors le cas particulier de celles qui résultent de la dérogation à l'implantation."

Eu égard au commentaire des articles et de l'exposé des motifs, la disposition en projet appelle l'observation suivante.

À l'inverse de ce que mentionnent l'exposé des motifs et le commentaire des articles, il ne résulte pas expressément du texte en projet que feraient exception aux possibilités de dérogation les prescriptions relatives à l'affectation.

Interrogé à ce sujet, le collaborateur de la déléguée du gouvernement a précisé que l'intention de l'auteur de l'avant-projet est bien d'interdire les dérogations aux prescriptions relatives à l'affectation.

Le texte en projet doit être revu de sorte qu'il le précise expressément.

Par ailleurs, dès lors que, pour le surplus, l'intention de l'auteur de l'avant-projet est d'étendre les possibilités de dérogation à toutes prescriptions généralement quelconques, hormis celles relatives aux affectations, la seule et brève mention, dans le commentaire des articles, du fait que le texte en projet est envisagé afin de remédier aux "difficultés apparues dans la mise en oeuvre de l'article 155, § 2, alinéa 1^{er} du CoBAT", ne saurait suffire au regard de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle. L'exposé des motifs doit, en conséquence, être étayé par des justifications plus précises, de manière à permettre de comprendre les éléments particuliers de nature à démontrer que la réduction du niveau de protection opérée, soit ne revêt pas un caractère sensible, soit est concrètement et raisonnablement justifiée par un motif impérieux d'intérêt général.

3. Dans le même ordre d'idées, l'on relève que le texte en projet prévoit, en son article 26 (article 98, § 4, en projet, du CoBAT), l'adoption de "plans de gestion patrimoniale", qui permettront le cas échéant notamment de dispenser de permis certains actes et travaux prévus par ces plans.

Outre les critiques qu'appellent les dispositions relatives à ces "plans de gestion patrimoniale", qui sont exposées aux observations générales II et III ci-après, l'auteur de l'avant-projet devra veiller à ce que le régime de ces plans soit établi de manière telle que la circonstance qu'ils dispenseront le cas échéant certains actes et travaux de permis, soit, ne constitue pas une réduction sensible du niveau de protection, soit, constitue une telle réduction mais qui soit alors concrètement et raisonnablement justifiée par un motif impérieux d'intérêt général.

II. Objet et effets des plans de gestion patrimoniale

Le texte en projet envisage la création d'un nouvel instrument de la gestion de la conservation du patrimoine, étant le "plan de gestion patrimoniale".

L'article 206, 10/, en projet, du CoBAT, définit le plan de gestion patrimoniale comme étant un

"ensemble de travaux, d'objectifs et moyens utiles dans le cadre d'une gestion globale d'un grand ensemble, d'un grand immeuble à appartements multiples ou d'un site étendu classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde déterminé par arrêté du Gouvernement aux fins d'assurer la conservation harmonieuse de cet ensemble, de cet immeuble ou de ce site et d'en assurer une saine gestion".

Selon l'article 98, § 4, en projet, du CoBAT (article 26 de l'ordonnance en projet), d'initiative ou, à certaines conditions, sur demande, le Gouvernement pourra arrêter un tel plan "qui permet[tra] notamment de dispenser de permis ou d'avis de la Commission Royale des Monuments et des Sites les actes et travaux qu'il autorise".

Le Gouvernement est par ailleurs habilité à arrêter la forme et le contenu des plans de gestion patrimoniale.

Force est de constater que l'objet même de ce plan, tel que défini à l'article 206, 10/, en projet, demeure assez flou.

Sont décrits de manière plus imprécise encore les effets qui seront le cas échéant attachés à ce plan. Ainsi, il pourra, "notamment", "dispenser de permis ou d'avis de la Commission Royale des Monuments et des Sites les actes et travaux qu'il autorise".

Il en résulte que le texte en projet est en défaut de définir, à tout le moins dans leurs éléments essentiels, le régime de ce plan et notamment de manière suffisamment précise :

- 1/ l'objet même du plan;
- 2/ la portée exacte du plan : aura-t-il un effet contraignant et dans l'affirmative, à l'égard de quelles personnes ou autorités;
- 3/ la durée du plan : sera-t-elle illimitée ou limitée au délai requis pour réaliser les travaux et moyens utiles que le plan prévoit ?
- 4/ les éventuels effets dérogatoires qui y seront attachés ⁽³⁾;
- 5/ les critères à mettre en oeuvre par le Gouvernement pour décider dans quels cas le plan concerné emportera ou non des effets dérogatoires;
- 6/ les modalités de contrôle de mise en oeuvre du plan.

Le texte en projet doit être revu et complété afin de préciser ces éléments ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Voir l'usage du terme "notamment".

⁽⁴⁾ Voir dans un sens analogue, l'observation générale 3 faite dans l'avis 26.389/9, donné le 14 juillet 1997, par la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier".

III. Procédure d'adoption des plans de gestion patrimoniale

1. La directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (ci-après la "directive 2001/42/CE") impose aux États membres de soumettre à une procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement comportant une enquête publique, les plans et programmes qu'elle vise.

Comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà indiqué à plusieurs reprises ⁽⁵⁾, un "plan" ou un "programme" au sens de la directive 2001/42/CE est un acte qui contribue à définir le cadre dans lequel peut être autorisée la mise en oeuvre de projets - c'est-à-dire d'actes ou de travaux - à un endroit déterminé.

En l'espèce, comme déjà mentionné, l'article 26 de l'ordonnance en projet (article 98, § 4, en projet, du CoBAT) prévoit l'adoption par le Gouvernement, moyennant certaines conditions, de "plans de gestion patrimoniale".

⁽⁵⁾ Voir notamment l'avis 39.442/2/4, donné le 19 décembre 2005 par la section de législation du Conseil d'État, sur un avant-projet devenu le décret-programme de la Région wallonne du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon (Doc. parl., Parl. wall., 2005-2006, n° 296/1, pp. 56 et sv.), ainsi que l'avis 42.042/4, donné le 22 janvier 2007, sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 20 septembre 2007 modifiant les articles 1^{er}, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 et 181 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine et y insérant un article 42bis et modifiant les articles 1^{er}, 4 et 10 du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques et y insérant les articles 1^{er}bis, 1^{er}ter, 2bis et 9bis (Doc. parl., Parl. wall., 2006-2007, n° 611/1, p. 55); voir aussi l'avis 44.570/4, donné le 11 juin 2008, par la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers".

L'objet ⁽⁶⁾ et les effets ⁽⁷⁾ de ces plans, pour imprécis qu'ils soient ⁽⁸⁾, apparaissent en tous cas tels qu'il ne peut être contesté que ces plans consistent en des plans ou un programmes au sens de la directive 2001/42/CE : comme déjà mentionné, le "plan de gestion patrimoniale" est en effet défini comme étant un "ensemble de travaux, d'objectifs et moyens utiles dans le cadre d'une gestion globale d'un grand ensemble, d'un grand immeuble à appartements multiples ou d'un site étendu classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde déterminé par arrêté du Gouvernement aux fins d'assurer la conservation harmonieuse de cet ensemble, de cet immeuble ou de ce site et d'en assurer une saine gestion"; par ailleurs, le "plan de gestion patrimoniale" a pour effet de permettre notamment de dispenser de permis ou d'avis de la Commission Royale des Monuments et des Sites les actes et travaux qu'il autorise.

Il s'ensuit que la procédure d'adoption et d'approbation dudit programme doit comporter une évaluation de ses incidences sur l'environnement conforme à la directive 2001/42/CE ⁽⁹⁾.

2. Par ailleurs, cette procédure d'adoption doit, en tout état de cause, comporter une phase de consultation du public, conformément à l'article 7 de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus le 25 juin 1998 (ci-après la "Convention d'Aarhus") qui impose une telle phase de consultation du public, dans le respect des conditions fixées par l'article 6, § 3, 4 et 8 de la même Convention, préalablement à l'adoption des "plans et programmes relatifs à l'environnement", ces termes devant être compris en leur sens usuel.

⁽⁶⁾ Tel que défini à l'article 206, 10/, en projet (article 92 de l'ordonnance en projet).

⁽⁷⁾ Tels que définis à l'article 98, § 4, en projet (article 26 de l'ordonnance en projet).

⁽⁸⁾ Voir l'observation générale II ci-avant.

⁽⁹⁾ Sauf à l'auteur de l'avant-projet d'être en mesure de démontrer que les programmes concernés pourraient bénéficier des exemptions prévues par la directive elle-même, spécialement, son article 3, §§ 3 et 5.

3. Concernant la procédure d'adoption du "plan de gestion patrimoniale", le texte en projet se borne à habilitier le Gouvernement à régler "la forme, le contenu et la procédure d'élaboration" de ce type de plan ⁽¹⁰⁾, étant entendu qu'avant son adoption par le Gouvernement, le "plan de gestion patrimoniale" doit être "dans tous les cas précédé d'analyses approfondies et de la rédaction d'un cahier des charges recommandant les traitements et interventions les plus appropriés pour entretenir ou rénover le bien".

Le texte en projet ne met donc pas en place, lui-même, une procédure d'évaluation des incidences environnementales qui répond à toutes les exigences de la directive 2001/42/CE. Il ne tient pas plus compte de ce que l'ordre juridique bruxellois comporte déjà un corps de règles autonomes destiné à assurer à tout le moins la transposition de la directive 2001/42/CE en droit bruxellois, à savoir l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, dont l'article 17, § 2, alinéa 1^{er}, dispose que

"Tout instrument législatif, réglementaire ou administratif qui prévoit l'adoption d'un plan ou d'un programme entrant dans le champ d'application de la présente ordonnance doit prévoir une procédure d'évaluation environnementale de ce plan ou de ce programme conforme à celle établie par la présente ordonnance."

En outre, le texte en projet n'impose pas la réalisation d'une enquête publique, laquelle, en tant que formalité substantielle, doit être imposée et organisée par le législateur lui-même, dans ces éléments essentiels ⁽¹¹⁾.

Le texte en projet sera revu à la lumière de ces observations.

⁽¹⁰⁾ Article 98, § 4, alinéa 2, en projet (article 26, d), de l'ordonnance en projet).

⁽¹¹⁾ En ce sens, voir, entre autres, l'avis 27.486/4, donné le 11 mars 1998, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 1998 déterminant les demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme soumises à une enquête publique et fixant les modalités de ces enquêtes publiques; l'avis 20.912/9, donné le 16 octobre 1991, sur un projet devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Région wallonne du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, relevait que les procédures de communication organisées par arrêté devaient trouver un fondement suffisant dans des normes décrétales et qu'ainsi, un décret qui ne prévoit que des mesures de publicité et d'enquête après que l'étude d'incidences a eu lieu ne permet pas l'organisation d'une réunion de concertation.

IV. Observations générales diverses

1. Le Conseil d'État a été appelé récemment à se prononcer sur un autre avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire en vue de consacrer le principe de l'observation urbaine" ⁽¹²⁾.

Cet autre avant-projet d'ordonnance et l'avant-projet ici examiné se recoupent parfois et, sur certains points, entendent chacun apporter au CoBAT, des modifications qui sont contradictoires ou, à tout le moins, inconciliables ⁽¹³⁾.

Sous réserve des observations émises par le Conseil d'État sur ces deux avant-projets, l'auteur de l'avant-projet veillera à garantir la cohérence entre ceux-ci, et éviter les doubles emplois et les contradictions.

2. Plusieurs dispositions de l'ordonnance en projet ont pour objet de réformer l'organisation des recours administratifs dont un permis d'urbanisme ou de lotir est susceptible de faire l'objet.

Il en va ainsi essentiellement des articles 69 et suivants de l'ordonnance en projet.

Le système mis en place par ces dispositions est conçu de manière telle que ces recours administratifs ne pourront être introduits, selon le cas, que par le demandeur du permis ou le collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée.

Ces recours ne sont donc pas ouverts aux tiers intéressés, tels que les voisins.

⁽¹²⁾ Avis 44.379/4 déjà cité.

⁽¹³⁾ Pour ne prendre qu'un exemple significatif, l'on peut retenir que l'avant-projet examiné dans l'avis 44.379/4 et l'avant-projet ici examiné entendent tous deux insérer dans le CoBAT un article 12*bis* nouveau, qui diffère totalement d'un avant-projet à l'autre.

Sur ce point précis, le Conseil d'État a déjà observé ce qui suit :

"1. L'ouverture des recours administratifs aux seuls demandeurs de permis a pu se concevoir à une époque où l'accent était mis sur la protection du droit de propriété et de toutes ses implications ⁽¹⁴⁾. Tel n'est plus le cas aujourd'hui, puisqu'aussi bien, l'article 23 de la Constitution garantit le droit à la protection d'un environnement sain.[...]

Certes, les tiers intéressés disposent-ils d'un recours juridictionnel leur permettant d'obtenir la suspension et l'annulation d'une autorisation délivrée illégalement. Mais ils ne peuvent, ce faisant, en contester l'opportunité. On aperçoit mal comment l'exclusion absolue et généralisée de tout recours administratif pour les tiers intéressés pourrait se justifier eu égard aux exigences du principe d'égalité consacré par l'article 10 de la Constitution." ⁽¹⁵⁾

Le nouveau recours administratif organisé par l'ordonnance en projet appelle la même observation.

3. Dans plusieurs de ses dispositions, l'avant-projet d'ordonnance entend confier directement des missions déterminées à l' "Administration".

Conformément à l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, applicable à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, c'est au Gouvernement qu'il appartient d'organiser et de régler les missions de ses services, et non au législateur.

⁽¹⁴⁾ *Note infrapaginale 31 de l'avis cité* : Encore que, d'une manière très significative, la police des établissements classés a consacré, de longue date, le recours des tiers intéressés.

⁽¹⁵⁾ Avis 25.689/9, donné le 26 février et le 5 mars 1997, par la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP) (Doc. parl., Parl. wall., 1996-1997, 233 - n/ 1, p. 67).

Il n'appartient donc pas au législateur bruxellois de régler les rapports entre le Gouvernement et l'Administration que celui-ci dirige, ni de confier directement des missions à cette même Administration ⁽¹⁶⁾.

L'ensemble de l'avant-projet d'ordonnance sera revu en conséquence.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

1. Au a) de la disposition à l'examen, il est prévu que le Gouvernement sollicite l'avis de la Commission régionale de développement "dans les 30 jours de la demande qui lui est faite".

L'article 7 du CoBAT, tel que la disposition à l'examen envisage de le modifier, ne permet pas de déterminer par qui et sous quelle forme une telle demande pourrait être adressée au Gouvernement.

Le texte en projet doit être revu et modifié aux fins de faire apparaître clairement l'intention de l'auteur de l'avant-projet sur cette question.

2. Au a) également, il est prévu que l'avis de la Commission régionale de développement soit demandé sur "les avant-projets d'ordonnance ainsi que sur les projets d'arrêtés relatifs aux matières visées au présent Code ayant une incidence sur le développement de la Région".

⁽¹⁶⁾ Voir, en ce sens, l'avis 35.689/4, donné les 6 et 8 octobre 2003, par la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant sur certaines dispositions en matière d'aménagement du territoire (Doc. parl., Parl. R.B.C., 2003-2004, n/ A-501/1, pp. 103-104); voir aussi l'avis 44.379/4 déjà cité.

Cette disposition est rédigée en des termes extrêmement larges, tels qu'ils sont de nature à créer une insécurité juridique concernant les cas dans lesquels la Commission régionale précitée devra être consultée. Le texte en projet sera revu et, le cas échéant, le commentaire des articles complété, afin de préciser la notion de "matières visées au présent Code" et la notion de projet d'ordonnance ou d'arrêté "ayant une incidence sur le développement de la Région", à défaut de quoi, il faudrait considérer que tout texte devrait lui être soumis.

Article 7

1. À l'article 18, § 4, alinéa 4, en projet, les mots "pour avis" manquent et une phrase fait manifestement défaut entre la première et la seconde phrase, phrase qui devrait vraisemblablement être similaire à celle qui est appelée à former la deuxième phrase de l'article 25, § 4, alinéa 4, en projet (article 8 de l'avant-projet d'ordonnance).

La disposition à l'examen sera revue et complétée en conséquence.

2. L'article 7 de l'avant-projet entend abroger le paragraphe 5 de l'article 18 du CoBAT.

Cette disposition règle actuellement la procédure selon laquelle la Commission régionale de développement est appelée à donner son avis sur le projet de plan régional de développement.

La section de législation n'aperçoit pas pour quel motif le texte en projet envisage l'abrogation pure et simple de cette disposition; le commentaire des articles ne comporte, à cet égard, aucune justification, alors même qu'il résulte de l'article 7, alinéa 2,

en projet que la Commission régionale de développement devra encore être consultée préalablement à l'adoption du Plan régional de développement ⁽¹⁷⁾.

La sécurité juridique serait donc mieux assurée si l'article 18, § 5, du Code, n'était pas purement et simplement abrogé mais, le cas échéant, adapté de sorte que cet article 18 mentionne encore expressément l'avis de la Commission régionale de développement.

À ce propos, il ne peut être considéré que l'avis de la Commission pourra en tout état de cause figurer sur la liste des instances à consulter qui devra être arrêtée par le Gouvernement conformément à l'article 18, § 4, première phrase, en projet.

En effet, telle qu'elle est rédigée, cette habilitation laisse au Gouvernement le pouvoir de déterminer lui-même les instances à consulter.

Or, comme exposé précédemment, il résulte de l'article 7, alinéa 2, en projet, que la Commission régionale de développement devra nécessairement être consultée sur le projet de plan régional de développement ⁽¹⁸⁾.

Le texte en projet doit être revu à la lumière de cette observation.

⁽¹⁷⁾ En effet, comme mentionné plus haut, selon l'alinéa 2, en projet, de l'article 7 du CoBAT, la Commission devra être consultée sur les projets d'arrêtés relatifs aux matières visées au CoBAT ayant une incidence sur le développement de la Région. Si cette exigence est rédigée en des termes particulièrement peu précis, il n'en reste pas moins incontestable que le plan régional de développement arrêté par le Gouvernement constitue un arrêté relatif aux matières visées au CoBAT et ayant une incidence sur le développement de la Région.

⁽¹⁸⁾ Comparer avec l'article 25, § 5, du CoBAT, qui maintient la procédure d'avis de la Commission régionale au sujet du projet de plan régional d'affectation du sol.

Article 9

L'article 27, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, dispose comme suit :

"Lorsque la nécessité de modifier le plan régional d'affectation du sol résulte d'un plan régional de développement ou de la modification de ce plan, le projet de plan modifiant le plan régional d'affectation du sol doit être adopté dans les douze mois qui suivent l'adoption du plan régional de développement ou de la modification de ce plan."

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition est de nature à générer une insécurité juridique préjudiciable et à engendrer de nombreuses contestations sur la question de savoir dans quels cas la "nécessité" de modifier le plan régional d'affectation du sol "résultera" d'un plan régional de développement ou de la modification de ce plan.

À ce propos, et contrairement aux termes de la disposition à l'examen, il ne ressort pas du commentaire des articles que l'intention de l'auteur de l'avant-projet serait de modifier le système en vigueur dans lequel le plan régional de développement doit lui-même "indique[r]" qu'il y a lieu de modifier le plan régional d'affectation du sol.

Conformément à l'intention de l'auteur de l'avant-projet, telle qu'elle ressort du commentaire des articles, la sécurité juridique serait mieux garantie si le texte en projet était expressément rédigé en ce sens que le Gouvernement doit adopter le projet modifiant le plan régional d'affectation du sol, lorsque le plan régional de développement le précise.

Article 10

À la disposition à l'examen, il convient de remplacer, dans la version française, les mots "le collège communal" par les mots "le conseil communal".

Article 14

La modification envisagée au a) qui ne concerne pas l'article 38 en projet doit faire l'objet d'une disposition distincte.

Une observation analogue vaut pour l'article 75, a), de l'avant-projet.

Article 16

La section de législation n'aperçoit pas la cohérence des modifications que la disposition à l'examen entend apporter à l'article 44 du CoBAT en confiant au collège des bourgmestre et échevins le pouvoir de déterminer si le projet de plan particulier d'affectation du sol ne doit pas faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales, alors que c'est toujours au conseil communal qu'il appartient d'estimer, dans un premier temps, si le plan en projet ou sa révision ne sont pas, le cas échéant, susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Article 26

1. La phrase liminaire du b) doit être rédigée comme suit :

"b) le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :".

2. Conformément aux règles de légistique ⁽¹⁹⁾, les deux paragraphes à inscrire dans le texte en projet doivent être numérotés "§ 2/1" et "§ 2/2".

Le e) sera revu en conséquence, en particulier les références internes aux divers paragraphes de l'article.

La même observation vaut pour l'article 74 de l'avant-projet.

⁽¹⁹⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n^{os} 123, 123.1 et 125, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr, [1/10/2008].

Article 27

La disposition à l'examen tend notamment à prévoir que, dans les cas où, conformément à l'article 175, 3/, du CoBAT ⁽²⁰⁾, le permis d'urbanisme est délivré par le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement, c'est au collège des bourgmestre et échevins qu'il appartiendra de "décide[r] de l'affectation du produit des charges d'urbanisme".

Une telle disposition n'a de sens que lorsque la charge d'urbanisme est purement financière. Or, il n'en va pas toujours ainsi dès lors que l'article 100, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, permet que les charges d'urbanisme puissent comprendre la réalisation de divers actes et travaux.

Se pose donc la question de savoir si, dans l'intention de l'auteur de l'avant-projet, dans les cas visés à l'article 175, 3/, mentionnés par la disposition à l'examen, il s'agit de contraindre le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement à imposer des charges dont la nature sera exclusivement financière et ne pourra être autre.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de prendre position sur cette question et de faire apparaître clairement son intention dans le dispositif en projet lui-même.

Article 28

La disposition en projet ne rencontre, par ailleurs, pas les préoccupations émises dans le commentaire de l'article et singulièrement pas l'hypothèse dans laquelle le bénéficiaire du permis attaqué n'a pas acquis la qualité de partie au procès avec cette conséquence que l'arrêt définitif ne lui est pas notifié.

Dans cette dernière hypothèse, il appartiendrait à l'autorité qui a délivré le permis de notifier au titulaire du permis la fin de la période de suspension du délai de péremption ⁽²¹⁾.

⁽²⁰⁾ Tel que le texte en projet envisage de modifier cette disposition.

⁽²¹⁾ Comparer avec C.E. arrêt n/ 93.290, du 13 février 2001, Van Middel.

L'article 31 de l'avant-projet appelle la même observation.

Article 34

1. Au f) de la disposition à l'examen les mots ", ou à proximité d'un tel établissement ou encore est relative à un tel établissement" doivent être supprimés.

Par ailleurs, la référence faite aux directives 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, doit être remplacée par une référence aux dispositions de droit interne qui ont pour objet de transposer ces directives.

2. Au g), l'article 125, alinéa 9, en projet est rédigé comme suit :

"À défaut pour l'administration ou l'instance concernée d'avoir fait parvenir au collège des bourgmestre et échevins l'avis sollicité dans les trente jours de la réception de la demande d'avis, la procédure est poursuivie sans qu'il ne puisse être tenu compte d'un avis transmis au-delà de ce délai."

La section de législation se demande si la règle selon laquelle, à défaut pour l'instance ou l'administration concernée d'avoir fait parvenir son avis dans le délai requis, la procédure est poursuivie, n'est pas suffisante pour atteindre le but de clarification des délais de consultation poursuivi par l'auteur de l'avant-projet.

À cet égard, l'attention doit être attirée sur ce que l'interdiction qui serait faite au collège des bourgmestres et échevins de tenir compte d'un avis, qui lui serait transmis hors délai, mais dans un délai tel que le collège aurait néanmoins encore eu toute latitude pour examiner celui-ci et le prendre en considération lors de sa décision, risquerait de priver cette autorité de considération émise par un organe spécialisé. Sur ce point, le commentaire des articles ne comporte pas de véritable justification, et ce alors même que d'autres dispositions du texte en projet ⁽²²⁾ ne prévoient pas la même sanction et disposent uniquement que "la procédure est poursuivie".

⁽²²⁾ Comme l'article 171, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, et l'article 222, § 4, en projet (article 71 et article 95 de l'ordonnance en projet).

Article 37

L'article 37, b), de l'ordonnance en projet entend ajouter un paragraphe 3 à l'article 127 du CoBAT, libellé comme suit :

"§ 3. Par ailleurs, sont soumis à une évaluation appropriée et spécifique des incidences les projets publics et privés qui se trouvent dans ou à proximité d'une zone désignée conformément aux directives 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Cette évaluation spécifique sera établie sur base de cahiers des charges fixés par arrêtés du Gouvernement en fonction du type de zone spéciale de conservation dans ou à proximité de laquelle les projets sont envisagés. L'évaluation spécifique à réaliser dans ce cas sera intégrée à l'évaluation générale décrite aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus si les projets concernés sont soumis à étude ou à rapport d'incidences."

Cette disposition appelle plusieurs observations.

1. Tout d'abord, elle ne précise ni l'objet précis, ni les éléments essentiels de la procédure d'évaluation "appropriée et spécifique" qu'elle vise.

Certes, il est prévu que "L'évaluation spécifique à réaliser dans ce cas sera intégrée à l'évaluation générale [...] si les projets concernés sont soumis à étude ou à rapport d'incidences", de sorte que dans ce cas, l'évaluation spécifique se fera conformément à la procédure relative à l'étude ou au rapport d'incidences.

Il reste que le texte en projet n'organise aucune procédure d'évaluation pour les cas dans lesquels aucune "évaluation générale" ne serait réalisée.

2. Par ailleurs, la section de législation se demande quelle est la portée exacte de la disposition à l'examen, au regard notamment de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 octobre 2000 relatif à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, qui entend transposer les directives mentionnées à la disposition à l'examen, et qui, selon son préambule, se donne pour fondement légal l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection

.../...

de la nature, notamment les articles 3, 4, 5, 34 et 35, ainsi que l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, notamment l'article 4 ⁽²³⁾.

En effet, en son article 5, cet arrêté prévoit notamment que :

"Tout plan ou projet non directement lié ou nécessaire à la gestion d'une ZSC [⁽²⁴⁾] et susceptible d'affecter cette ZSC de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur la ZSC eu égard aux objectifs de conservation de cette zone."

Aussi, la question se pose-t-elle de savoir si la disposition à l'examen entend rappeler la procédure d'évaluation déjà prévue par l'arrêté précité du 26 octobre 2000, ou procurer au Gouvernement une nouvelle habilitation légale lui permettant d'organiser et de réaliser une autre forme d'"évaluation spécifique".

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet, est, comme le laisse entendre le commentaire des articles, de rappeler l'existence de l'évaluation prévue par l'arrêté précité, non seulement, un tel rappel est inutile, mais en outre, il n'appartient pas au législateur de rappeler l'existence d'une procédure prévue et organisée par le pouvoir exécutif.

Si par contre, l'intention de l'auteur de l'avant-projet est d'habiliter le Gouvernement à réaliser et organiser une évaluation autre que celle prévue par l'arrêté du 26 octobre 2000, il lui appartient alors non seulement de régler les éléments essentiels de la procédure d'évaluation pour les cas où aucune "évaluation générale" ne sera réalisée. Il convient également que le législateur adapte le texte en projet, et que le Gouvernement adapte, le cas échéant, l'arrêté du 26 octobre 2000, afin d'éviter tout double emploi et risque d'insécurité juridique, tout en garantissant la transposition complète des directives concernées.

⁽²³⁾ Sur cet arrêté et la transposition, en Région de Bruxelles-Capitale, des directives 79/409/CEE et 92/43/CEE précitées, voir F. LAMBOTTE, "Natura 2000 et la Région de Bruxelles-Capitale", in *Natura 2000 - Aspects juridiques de la sélection et de la conservation des sites Natura 2000 en Belgique et en France*, Actes du colloque organisé à Louvain-la-Neuve le 26 septembre 2000, Bruylant, Bruxelles, 2004, pp. 65 à 90.

⁽²⁴⁾ À savoir une "zone spéciale de conservation" (voir l'article 1^{er}, 12/, de l'arrêté du 26 octobre 2000).

Enfin, comme déjà rappelé dans l'observation 1 formulée sous l'article 34 de l'avant-projet, il ne convient pas de renvoyer directement à des directives mais bien de se référer à des dispositions de droit interne qui en assurent la transposition.

Article 47

La modification apportée par le point a) de la disposition à l'examen repose sur le postulat que la demande de permis ou de certificat fera dans tous les cas l'objet d'amendements tels que visés à l'article 139 dont l'ordonnance en projet envisage également la modification.

Or, il n'en ira pas toujours ainsi, notamment lorsque le comité d'accompagnement décide purement et simplement de clôturer l'étude d'incidences conformément à l'article 137, alinéa 1^{er}, du CoBAT.

La disposition à l'examen doit être revue afin de prendre en compte cette hypothèse.

Article 48

L'article 142, § 2, alinéa 1^{er}, du CoBAT, en vigueur, dispose comme suit :

"Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir faisant suite à un certificat d'urbanisme non périmé, qui a été précédé d'un rapport d'incidences, sont dispensées d'un tel rapport, pour autant qu'elles soient conformes aux certificats délivrés."

L'article 48, a), de l'avant-projet envisage de modifier cette disposition, de sorte qu'elle prévoie :

"Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir faisant suite à un certificat d'urbanisme non périmé, qui a été précédé d'une évaluation des incidences, sont dispensées d'une telle évaluation, pour autant qu'elles soient conformes aux certificats délivrés."

Selon le commentaire des articles, cette modification

"tend à dispenser logiquement d'un rapport d'incidences les demandes de permis faisant suite à un certificat d'urbanisme non périmé qui a été précédé d'une étude d'incidences. Tel peut être le cas d'un projet visé dans la demande de permis et qui serait de moindre ampleur que celui visé dans le certificat d'urbanisme."

Compte tenu du but ainsi poursuivi ainsi que de la circonstance que le CoBAT ne connaît pas la notion d'"évaluation" des incidences, et afin d'éviter toute confusion, la disposition à l'examen devrait être revue de sorte qu'elle modifie l'article 142, § 2, alinéa 1^{er}, du Code, afin que celui-ci dispose comme suit :

"Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir faisant suite à un certificat d'urbanisme non périmé, qui a été précédé d'un rapport ou d'une étude d'incidences, sont dispensées de rapport d'incidences, pour autant qu'elles soient conformes aux certificats délivrés."

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

Article 49

Au b), la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"b) l'alinéa 1^{er}, 6/, est remplacé comme suit :".

Article 54

1. La section de législation n'aperçoit pas bien la portée de l'article 148, § 2, alinéas 4 et 5, en projet. Ainsi, la section de législation se demande si ces deux alinéas ne devraient pas être inversés, l'alinéa 4, devenant l'alinéa 5, et l'alinéa 5, devenant l'alinéa 4.

Ensuite, à l'alinéa 5, en projet, la section de législation se demande si le comité d'accompagnement doit être régulièrement informé "de l'évolution du projet de cahier des charges de l'étude d'incidences" ou "de l'élaboration du projet de cahier des charges de l'étude d'incidences".

.../...

Le texte en projet doit être revu de manière à garantir la cohérence interne de l'ensemble de l'article 148 du CoBAT.

2. Conformément aux règles de légistique, le nouveau paragraphe à insérer dans l'article 148 du Code doit être numéroté "§ 2/1".

Article 56

1. La disposition à l'examen envisage de modifier l'article 151, alinéa 1^{er} du CoBAT de sorte que la commission de concertation dispose d'un délai, non plus de trente, mais de quarante-cinq jours, pour rendre son avis sur une demande de permis ou de certificat soumise aux mesures particulières de publicité en vertu de l'article 149 du CoBAT.

Compte tenu de cette modification, l'auteur de l'avant-projet examinera la nécessité ou l'opportunité de revoir l'ensemble des délais qui rythment les procédures comportant de telles mesures particulières de publicité incluant l'avis de la commission de concertation, notamment les délais fixés à l'article 164 du CoBAT, et aux articles 171 et 172 en projet, du CoBAT.

2. Au b), en ce qu'il interdit de tenir compte d'un avis émis hors délai, l'alinéa 3 en projet appelle la même observation que l'observation 2 formulée sous l'article 34.

Article 71

Le paragraphe 3 de l'article 171 en projet réserve la possibilité d'une audition des parties par le collège d'urbanisme, lesquelles sont invitées à comparaître lorsqu'elles demandent à être entendues.

Le paragraphe 4 du même article habilite par ailleurs le Gouvernement à "arrêter les modalités et délais d'échange des arguments écrits des parties".

Selon le commentaire de l'article, le Gouvernement est ainsi habilité à "arrêter les règles régissant la procédure d'audition, notamment en fixant des modalités et délais d'échange des arguments écrits des parties".

Cette discordance entre l'exposé des motifs et le texte en projet doit être levée et il incombe à l'auteur de l'avant-projet de mieux faire ressortir l'articulation entre ces deux dispositions.

Article 75

L'article 75, e), en projet envisage de donner compétence au fonctionnaire délégué pour délivrer les permis "lorsqu'ils concernent des actes et travaux situés dans un périmètre s'inscrivant sur le territoire de plus d'une commune, arrêté par le Gouvernement sur avis des communes concernées".

Le seul critère fixé par cette disposition repose sur le fait que le périmètre arrêté par le Gouvernement s'inscrira "sur le territoire de plusieurs communes".

Ainsi, il n'est pas requis que les actes et travaux concernés se situent eux-mêmes sur le territoire de plusieurs communes, mais seulement qu'ils se situent dans un périmètre qui lui-même s'inscrira sur le territoire de plusieurs communes.

Par ailleurs, la disposition à l'examen n'impose le respect d'aucun critère par le Gouvernement lorsque celui-ci arrêtera les périmètres concernés - hormis le fait qu'ils s'inscrivent sur le territoire de plusieurs communes.

Une telle habilitation est excessivement large.

La disposition à l'examen doit être revue de sorte que, à tout le moins, les critères à mettre en oeuvre par le Gouvernement lors de la détermination des périmètres considérés soient fixés par le législateur lui-même ⁽²⁵⁾.

Article 77

La disposition appelée à former l'article 177, § 1^{er}, alinéa 2, du CoBAT rappelle une règle qui résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Une telle disposition est inutile.

Le texte en projet doit être revu en conséquence.

La même observation vaut pour la disposition appelée à former la seconde phrase de l'alinéa 3 de l'article 188 du CoBAT (article 84 de l'avant-projet d'ordonnance).

Article 85

1. À l'alinéa 1^{er} de l'article 85 de l'avant-projet, les mots "À l'article 191, alinéa 1" doivent être remplacés par les mots "À l'article 191, alinéa 2,".

2. L'article 191 du CoBAT, que la disposition à l'examen entend modifier, concerne tant les autorités statuant en premier degré, que les autorités statuant sur recours.

⁽²⁵⁾ Comparez avec l'article 75, c), de l'avant-projet d'ordonnance.

Par conséquent, la règle qui fait l'objet de la disposition appelée à former l'article 191, alinéa 5, et qui concerne exclusivement le cas où le collège des bourgmestre et échevins est appelé à statuer en premier degré, figurerait plus adéquatement à l'article 156 du CoBAT.

Article 88

1. À l'article 194*bis*, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu de remplacer les mots "aux articles 222, § 2," par les mots "aux articles 222, § 6,".

2. L'article 194*bis*, alinéa 2, en projet, ne tient pas compte du fait que l'article 83 de l'avant-projet entend abroger les articles 183 à 187 du CoBAT, ni des modifications que les articles 70 et 82 de l'avant-projet entendent apporter respectivement à l'article 170 et à l'article 182 du CoBAT.

Le texte en projet doit être revu de manière à assurer la cohérence entre ces diverses dispositions.

Article 91

Les modifications que la disposition à l'examen entend apporter à l'article 202 du CoBAT ne tiennent pas compte du fait que l'article 83 de l'avant-projet entend abroger les articles 183 à 187 du Code.

Le texte en projet doit être revu de manière à assurer la cohérence entre ces diverses dispositions.

Article 93

La disposition en projet entend imposer au propriétaire du bien concerné par la procédure d'inscription sur la liste de sauvegarde "de laisser visiter ce bien par un représentant de l'Administration régionale des Monuments et des Sites".

Pour éviter toute atteinte au principe de l'inviolabilité du domicile, notamment pour le cas où le propriétaire du bien ne serait pas l'occupant de celui-ci et afin de garantir le droit au respect de la vie privée, le texte en projet doit déterminer les conditions auxquelles doivent avoir lieu les visites prévues par la disposition à l'examen ⁽²⁶⁾, en ce compris l'intervention d'un juge en cas de refus de l'occupant d'autoriser la pénétration dans son domicile.

La même observation vaut pour l'article 97 de l'avant-projet.

Article 95

1. À l'article 222, § 1^{er}, deuxième phrase, en projet, du CoBAT, il serait plus conforme à l'intention de l'auteur de l'avant-projet, exprimée dans l'exposé des motifs et dans le commentaire des articles, de remplacer les mots "est entamée" par les mots "peut être entamée".

2. Il résulte de l'article 222, § 1^{er}, deuxième phrase, en projet, que la procédure de classement pourra être entamée "à la demande d'une association sans but lucratif qui a recueilli la signature de cent cinquante personnes âgées de dix-huit ans au moins et domiciliées dans la Région", étant entendu que cette association devra avoir pour objet social la sauvegarde du patrimoine et que ses statuts devront être publiés au Moniteur belge depuis au moins trois ans.

⁽²⁶⁾ Voir l'avis 26.389/9 déjà cité (observation 2 relative à l'article 82 de l'avant-projet examiné dans ledit avis).

La question se pose de savoir si le fait d'imposer que les 150 signatures considérées soient réunies par une telle association, ne méconnaît pas la liberté d'association, qui inclut la liberté de ne pas s'associer ⁽²⁷⁾.

À cet égard, l'auteur de l'avant-projet doit à tout le moins être en mesure de justifier la nécessité et la proportionnalité de l'exigence ainsi imposée au regard du but poursuivi; ces justifications apparaîtront utilement dans le commentaire des articles. À défaut de telles justifications, la disposition en projet devra être revue.

3. Le texte en projet met en place un système nouveau, dans lequel le Gouvernement, peut, à la suite d'une demande ou d'une proposition de classement par un tiers, décider de classer le bien directement, d'entamer la procédure de classement ou de refuser d'entamer une telle procédure.

Dans cette dernière hypothèse, si le bien concerné fait l'objet d'une demande de certificat ou de permis d'urbanisme portant sur un projet déterminé, le Gouvernement peut, en outre, moyennant due motivation et dans le respect du principe de proportionnalité, imposer des conditions à la délivrance du certificat ou du permis en vue de maintenir et de valoriser les éléments de ce bien.

⁽²⁷⁾ Voir à ce sujet, M. Quintin, "La protection du patrimoine immobilier" in *R.P.D.B.*, complément X, v/ "urbanisme et environnement", titre III, chapitre V, Bruylant, Bruxelles 2007, n/1130, p. 1052; voir, par analogie, en ce qui concerne l'intérêt à agir devant la section Contentieux du Conseil d'Etat afin de solliciter l'annulation d'une décision de refus de classement, C.E., arrêt n/ 101.950, du 18 décembre 2001, Rastelli; dans cet arrêt, le Conseil d'Etat a considéré que "réserver [dans le domaine de la conservation du patrimoine culturel] l'action en justice aux seules associations dont l'objet social consiste à assurer la défense du patrimoine immobilier, aboutirait à une violation de la liberté d'association, en donnant à ceux qui s'associent un privilège qu'ils n'auraient pas en agissant seuls"; voir aussi, quant au refus d'entamer une procédure de classement, C.E., arrêt n/ 178.729 du 18 janvier 2008, a.s.b.l. Petitions-Patrimoine et Depoortere; sur le droit de pétition et le déclenchement des procédures de classement, voir J. Sambon, "Le droit de pétition et le déclenchement de procédures par le public : de la participation réactive à la participation active", in *La participation du public au processus de décision en matière d'environnement et d'urbanisme*, Actes du colloque organisé le 27 mai 2004 par le Centre d'Etude du Droit de l'Environnement (CEDRE) des Facultés universitaires Saint-Louis, Bruylant, Bruxelles, 2005, pp. 47 et s.

Il est prévu que :

"Ces conditions valent en outre pour toute demande de certificat ou de permis d'urbanisme ayant le même objet, introduite dans les cinq ans de la publication de l'arrêté de refus d'ouverture de classement" ⁽²⁸⁾.

Curieusement, le texte en projet ne prévoit pas de possibilité identique pour le cas où le Gouvernement, alors qu'il a décidé d'entamer la procédure de classement, décide, en définitive, de ne pas classer le bien concerné.

Or, au regard du principe d'égalité inscrit aux articles 10 et 11 de la Constitution, la section de législation n'aperçoit pas pour quels motifs, l'auteur d'un projet concernant un bien que le Gouvernement refuse de classer, ne pourrait se voir imposer des conditions similaires à celles que peut se voir imposer un auteur de projet relatif à un bien pour lequel le Gouvernement a décidé de ne même pas entamer la procédure de classement.

À défaut de pouvoir justifier des motifs exacts en fait, admissibles en droit, adéquats, pertinents et raisonnables susceptibles de justifier la différence de traitement ainsi opérée, le texte en projet devra être revu afin de supprimer celle-ci.

Article 98

La disposition appelée à former l'article 225*bis* du CoBAT figurerait plus adéquatement, moyennant les adaptations nécessaires, au sein de l'article 222 du CoBAT.

Article 103

Il serait plus conforme au principe général de légalité de l'impôt que le législateur fixe lui-même le nombre minimum de jours au cours desquels le bien concerné devra être rendu accessible au public, ou, à tout le moins, la fourchette dans laquelle il appartiendra au Gouvernement de fixer ce nombre de jours.

⁽²⁸⁾ Article 222, § 6, en projet, du CoBAT.

Article 107

Les articles 307 et suivants du CoBAT permettent au fonctionnaire délégué et au collège des bourgmestre et échevins de demander au juge pénal ou civil d'ordonner certaines mesures de réparation, comme la remise en état des lieux, en cas d'infraction visée à l'article 300 du Code.

L'article 308 du CoBAT prévoit par ailleurs que le juge ordonne que lorsque les lieux ne sont pas remis en état ou les travaux ou ouvrages ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le fonctionnaire délégué, le collège des bourgmestre et éventuellement la partie civile peuvent pourvoir d'office à l'exécution de la mesure concernée.

À côté de cette procédure de réparation et, le cas échéant, d'exécution d'office, prévue pour toutes les infractions visées à l'article 300 du CoBAT, et qui suppose l'intervention d'un juge, l'article 305 du CoBAT met en place une procédure d'exécution d'office en matière de permis d'urbanisme à durée limitée.

L'alinéa 1^{er} de l'article 305 prévoit en effet :

"À l'expiration du délai de validité des permis d'urbanisme visés à l'article 102 ou en l'absence d'un tel permis, le demandeur qui n'aurait pas remis les lieux dans leur pristin état est tenu de le faire sur simple réquisition du collège des bourgmestre et échevins ou du fonctionnaire délégué." ⁽²⁹⁾

Cette disposition trouve donc à s'appliquer au cas spécifique des permis temporaires.

Dans cette mesure, le système ainsi mis en place se comprend bien, et ne paraît pas, *a priori*, poser de difficulté particulière de cohérence au regard des articles 307 et suivants du Code.

L'article 107 de l'ordonnance en projet entend toutefois modifier l'article 305 du CoBAT, de sorte que le système de mesures d'office qu'il prévoit s'applique également "à l'hypothèse de travaux réalisés sous le bénéfice d'un permis mais non conformes à ce permis". Tel que le texte en projet est rédigé, il laisse entendre que

⁽²⁹⁾ Les alinéas suivants de l'article 305 organisent la procédure elle-même.

l'extension du champ d'application de l'article 305 du CoBAT qu'il prévoit, vaudrait pour tous types d'actes et de travaux généralement quelconques nécessitant un permis d'urbanisme, voire même de lotir, et non pas uniquement pour les actes et travaux nécessitant un permis d'urbanisme à durée limitée.

Interrogé sur ce point, le collaborateur de la déléguée du gouvernement a exposé que dans l'intention de l'auteur de l'avant-projet, l'extension du champ d'application de l'article 305 du Code, ici recherchée, ne vise que l'hypothèse du permis à durée limitée.

Le texte en projet doit être revu de sorte qu'il le précise expressément.

Observation finale

Il convient de se conformer aux recommandations 123 et suivantes du guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires ⁽³⁰⁾, en ce qui concerne les articles 6 (article 12*bis* en projet), 29 (article 102*bis* en projet), 36 (article 126*bis* en projet), 74 (article 173*bis* en projet), 78 (article 177*bis* en projet), 88 (article 194*bis* en projet), 97 (article 224*bis* en projet) et 98 (article 225*bis* en projet) de l'avant-projet.

Observations de forme

Du point de vue de la correction de la langue, la version néerlandaise du projet est critiquable. C'est à titre d'exemple que l'on relève ce qui suit :

- l'expression "op vraag van" devrait être remplacée par l'expression "op verzoek van" (article 3, article 9, alinéa 3, en projet);
- le terme "overgemaakt" devrait être remplacé par le terme "overgezonden" (article 8, article 25, § 3, en projet);

⁽³⁰⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n^{os} 123 et suivantes, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr, [1/10/2008].

- l'expression "binnen de + complément de temps" devrait être remplacée par l'expression "binnen + tijdsbepaling" (article 9, article 27, § 1, en projet);
 - le terme "bouwwerf" devrait être remplacé par un des synonymes suivants: "bouwplaats, bouwterrein, bouwlocatie";
 - la terminologie incompréhensible (article 29, article 102*bis*, § 1^{er}, 1/ et 2/, en projet), devrait être remplacée par une terminologie plus adéquate;
 - des dénominations erronées devraient être remplacées par la terminologie usuelle (article 31, article 116*bis*, en projet).
-

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.942/4
VAN 1 OKTOBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 juli 2008 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 3 oktober 2008 ^(*), van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening", heeft het volgende advies gegeven :

^(*) Bij e-mail van 28 juli 2008.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Krachtens artikel 6 van de ordonnantie van 8 september 1994 houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dient de regering het advies van die raad in te winnen over inzonderheid alle voorontwerpen van ordonnantie met betrekking tot aangelegenheden die onder de bevoegdheden van het gewest vallen en een weerslag hebben op het economische en sociale leven.

Zulks is het geval met het voorliggend voorontwerp van ordonnantie, dat strekt tot wijziging van vele bepalingen van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna te noemen het "BWRO"), inzonderheid op het stuk van de procedure voor de afgifte van stedenbouwkundige en verkavelingsvergunningen en van stedenbouwkundige attesten, op het stuk van bescherming van het erfgoed en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing in het raam van die bescherming.

Het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden, bevat geen enkel stuk waaruit blijkt dat het vereiste advies zou zijn aangevraagd.

De steller van het voorontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste vervuld wordt.

2. Artikel 103 van de ontwerpen ordonnantie strekt ertoe wijzigingen aan te brengen in artikel 298 van het BWRO, dat betrekking heeft op de vrijstelling van onroerende voorheffing voor bepaalde goederen die als onroerend erfgoed onder beschermingsmaatregelen vallen.

Sedert 1 januari 2002 moet, voordat zulk een bepaling wordt goedgekeurd, normaal eerst de overlegprocedure gevolgd worden genoemd in artikel 5, § 3, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals vervangen bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten ⁽¹⁾. Die procedure is vastgelegd in het samenwerkingsakkoord van 7 december 2001 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitwisseling van informatie in het kader van de uitoefening van hun fiscale bevoegdheden en betreffende de overlegprocedures inzake technische uitvoerbaarheid van door de Gewesten voorgenomen wijzigingen aan de gewestelijke belastingen en inzake de technische uitvoerbaarheid van de invoering door de Gewesten van algemene belastingverminderingen of -vermeerderingen van de verschuldigde personenbelasting.

Uit geen enkel stuk dat bij het dossier is gevoegd, blijkt dat de overlegprocedure is doorlopen waarvan sprake is in de artikelen 8 tot 11 van het voornoemde samenwerkingsakkoord.

De steller van het voorontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste vervuld wordt.

⁽¹⁾ Zie inzonderheid advies 34.014/2, dat op 2 oktober 2002 door de afdeling wetgeving van de Raad van State is gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 december 2002 tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten (*Gedr. St.*, BHP, 2002-2003, nr. A-361/1, blz. 18 tot 25); zie eveneens advies 44.379/4, dat op 26 mei 2008 door de afdeling wetgeving van de Raad van State is uitgebracht over een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "houdende wijziging van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening met het oog het beginsel van de stadsobservatie te bekrachtigen".

Algemene opmerkingen

1. Artikel 23 van de Grondwet

1. De ontworpen tekst strekt tot wijziging van vele bepalingen van het BWRO.

Hoewel de maatregelen waarin de ontworpen tekst voorziet, in bepaalde gevallen strikter blijken te zijn dan de maatregelen die vervat zijn in de thans geldende bepalingen, blijkt de ontworpen regeling op verscheidene punten minder streng dan de regeling die thans geldt.

De vraag rijst of de wijzigingen die strekken tot het invoeren van minder strikte regelingen dan de thans geldende regelingen, bestaanbaar zijn met de *standstill*-verplichting vervat in artikel 23 van de Grondwet, welke verplichting eraan in de weg staat dat maatregelen worden getroffen om het beschermingsniveau van de rechten die bij de voormelde Grondwetsbepaling erkend worden - in dit geval het recht op bescherming van een gezond leefmilieu - aanzienlijk te verminderen ten opzichte van de waarborgen die voordien in de rechtsordening verkregen waren, tenzij voor een zodanige vermindering van het bestaande beschermingsniveau een concrete en redelijke rechtvaardiging bestaat vanwege een dwingende reden van algemeen belang ⁽²⁾.

2. In dit verband behoort meer in het bijzonder artikel 60 van het ontwerp van ordonnantie te worden onderzocht. Dat artikel strekt ertoe artikel 155, § 2, tweede lid, van het BWRO aldus te wijzigen dat het voor de gemachtigde ambtenaar mogelijk wordt om afwijkingen van de voorschriften van een bijzonder bestemmingsplan of van een verkavelingsvergunning toe te staan, zonder dat die afwijkingen, zoals thans bepaald is bij het geldende artikel 155, § 2, eerste lid, van het BWRO, beperkt zijn tot de perceelsafmetingen, de omvang, de plaatsing en de esthetische aard van de bouwwerken.

⁽²⁾ Zie in dit verband inzonderheid de arresten van het Grondwettelijk Hof nummers 135/2006 en 137/2006 van 14 september 2006, nr. 145/2006 van 28 september 2006 en nr. 87/2007 van 20 juni 2007.

Wat dat punt betreft, wordt in de commentaar bij de artikelen het volgende uiteengezet :

"In het licht van de problemen rond de uitvoering van artikel 155, § 2, lid 1 van het BWRO, heeft de voorgestelde bepaling tot doel om niet langer een beperkende opsomming te geven van de voorschriften van een B.B.P. of van een verkavelingsvergunning waarvoor de gemachtigde ambtenaar een afwijking kan toestaan op een met redenen omkleed voorstel van het schepencollege.

Het toepassingsgebied van deze bepaling omvat derhalve alle eerder vernoemde voorschriften, in de wetenschap dat een eventuele afwijking evenwel slechts kan worden toegestaan onder de drievoudige garantie van het akkoord tussen de gemeente en de gemachtigde ambtenaar, de naleving van de speciale regelen van openbaarmaking en, ten slotte, de voorwaarde dat de afwijking niet in strijd is met een essentieel element van het plan, waaronder de bestemmingen zelf (met als enig uitdrukkelijk voorbehoud de "indirecte" afwijking van de bestemming van het aangrenzend gebied voorzien in lid 2 van de norm in kwestie), of van de verkavelingsvergunning.

[...]"

In de memorie van toelichting, harerzijds, wordt het volgende vermeld :

"Het stelsel van de afwijkingen van BBP's wordt uitgebreid zodat de gemachtigde ambtenaar voortaan niet alleen meer kan afwijken van de bepalingen met betrekking tot perceelsafmetingen, volume, inplanting en esthetisch karakter van de bouwwerken, maar van alle bepalingen van de BBP's, dit uiteraard onder voorbehoud dat wordt voldaan aan de voorwaarden die momenteel worden bepaald door artikel 155, § 2 van het BWRO. Een uitzondering op die uitbreiding van het toepassingsgebied van de afwijkingen geldt voor de afwijkingen van de bestemming, die verboden blijven, behoudens het specifieke geval van afwijkingen die voortvloeien uit de afwijking van de inplanting."

Gelet op de commentaar bij de artikelen en de memorie van toelichting geeft de ontworpen bepaling aanleiding tot de volgende opmerking.

In tegenstelling tot hetgeen in de memorie van toelichting en in de commentaar bij de artikelen wordt vermeld, blijkt uit de ontworpen tekst niet uitdrukkelijk dat de bestemmingsvoorschriften een uitzondering zouden vormen op de mogelijkheden tot afwijking.

Daarover ondervraagd heeft de medewerker van de gemachtigde van de regering erop gewezen dat de bedoeling van de steller van het voorontwerp er wel degelijk in bestaat afwijkingen van de bestemmingsvoorschriften te verbieden.

De ontworpen tekst behoort te worden herzien opdat zulks uitdrukkelijk wordt bepaald.

Daarenboven is het zo dat, aangezien het voorts de bedoeling van de steller van het voorontwerp is meer mogelijkheden te bieden tot afwijking van welk voorschrift ook, uitgenomen de bestemmingsvoorschriften, met de loutere en korte vermelding, in de commentaar bij de artikelen, van het feit dat de ontworpen tekst tot doel heeft "de problemen rond de uitvoering van artikel 155, § 2, lid 1 van het BWRO" te verhelpen, niet kan worden volstaan in het licht van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. De memorie van toelichting behoort bijgevolg te worden gestaafd met nauwkeuriger redenen zodat men zicht kan krijgen op de bijzondere gegevens waaruit kan blijken dat de verlaging van het beschermingsniveau ofwel niet aanzienlijk is ofwel een concrete en redelijke rechtvaardiging vindt in een dwingende reden van algemeen belang.

3. In dezelfde gedachtegang wordt opgemerkt dat artikel 26 van de ontworpen tekst (het ontworpen artikel 98, § 4, van het BWRO) voorziet in het goedkeuren van "plannen voor erfgoedbeheer", waardoor het in voorkomend geval mogelijk zou zijn inzonderheid bepaalde werken en handelingen waarin die plannen voorzien vrij te stellen van vergunning.

Naast de kritische opmerkingen waartoe de bepalingen betreffende die "plannen voor erfgoedbeheer" aanleiding geven en die uiteengezet worden in de hiernavolgende algemene opmerkingen II en III, dient de steller van het voorontwerp erop toe te zien dat de voorschriften aangaande die plannen aldus opgesteld worden dat de omstandigheid dat ze in voorkomend geval bepaalde handelingen en werken vrij zullen stellen van vergunning, ofwel geen aanzienlijke verlaging van het beschermingsniveau vormt, ofwel toch zo een verlaging vormt maar waarvoor in dat geval een concrete en redelijke rechtvaardiging bestaat vanwege een dwingende reden van algemeen belang.

II. Doel en gevolgen van de plannen voor erfgoedbeheer

De ontworpen tekst voorziet in een nieuw instrument voor management van erfgoedbehoud, namelijk het "plan voor erfgoedbeheer".

In het ontworpen artikel 206, 10/, van het BWRO wordt het plan voor erfgoedbeheer gedefinieerd als een

"geheel van nuttige werken, doelstellingen en middelen voor het globaal beheer van een beschermd of op de bewaarlijst opgenomen groot geheel, groot gebouw met meerdere appartementen of uitgestrekt landschap, vastgesteld bij besluit van de Regering ter fine van een harmonieuze bewaring van dit geheel, appartementsgebouw of landschap en van het gezonde beheer ervan".

Volgens het ontworpen artikel 98, § 4, van het BWRO (artikel 26 van de ontworpen ordonnantie) kan de regering op eigen initiatief of, mits aan bepaalde voorwaarden voldaan is, op verzoek zo een plan vaststellen "dat onder meer de vrijstelling van vergunning of van advies van de KCML mogelijk maakt voor de toegestane werken en handelingen".

Voorts wordt de regering gemachtigd om de vorm en de inhoud van de plannen voor erfgoedbeheer vast te stellen.

Op te merken valt dat de strekking zelf van dit plan, zoals het in het ontworpen artikel 206, 10/, omschreven is, vrij vaag blijft.

Nog onduidelijker worden omschreven de gevolgen die in voorkomend geval aan dit plan verbonden zullen zijn. Zo kan het, "onder meer", "de vrijstelling van vergunning of van advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen mogelijk (maken) voor de toegestane werken en handelingen".

Daaruit volgt dat de ontworpen tekst niet voldoende precies het stelsel van dit plan bepaalt, althans de hoofdbestanddelen ervan, inzonderheid :

1/ de juiste bedoeling van het plan;

.../...

- 2/ de juiste draagwijdte van het plan : zal het dwingende voorschriften bevatten en zo ja, voor welke personen of overheden ?
- 3/ de duur van het plan : zal het voor onbeperkte tijd gelden of zal het beperkt zijn tot de termijn die voorgeschreven is voor de uitvoering van de nuttige werken en middelen waarin het plan voorziet ?
- 4/ de eventuele afwijkende gevolgen die eraan verbonden zullen zijn ⁽³⁾;
- 5/ de door de regering te hanteren criteria om te besluiten in welke gevallen het bewuste plan al dan niet afwijkende gevolgen zal hebben;
- 6/ de nadere regels voor de controle van de uitvoering van het plan.

De ontworpen tekst moet worden herzien en aangevuld om deze gegevens nader te bepalen ⁽⁴⁾.

III. Procedure voor de vaststelling van de plannen voor erfgoedbeheer

1. Richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's (hierna te noemen "richtlijn 2001/42/EG") legt aan de lidstaten de verplichting op om de plannen en procedures waarop ze betrekking heeft te onderwerpen aan een procedure van beoordeling van het milieu-effect met daarin een openbaar onderzoek.

⁽³⁾ Zie het gebruik van de termen "onder meer".

⁽⁴⁾ Zie in soortgelijke zin algemene opmerking 3 in het advies 26.389/9, gegeven op 14 juli 1997 door de afdeling wetgeving van de Raad van State over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerende erfgoed".

Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds verschillende malen heeft aangegeven ⁽⁵⁾, is een "plan" of een "programma" in de zin van richtlijn 2001/42/EG een handeling die ertoe bijdraagt het kader te omschrijven waarin de tenuitvoerlegging van projecten - dit wil zeggen handelingen of werken - op een bepaalde plaats kan worden toegestaan.

Zoals reeds vermeld voorziet in casu artikel 26 van de ontworpen ordonnantie (ontworpen artikel 98, § 4, van het BWRO) in de vaststelling door de regering, mits bepaalde voorwaarden worden vervuld, van "plannen voor erfgoedbeheer".

Het doel ⁽⁶⁾ en de gevolgen ⁽⁷⁾ van deze plannen, hoe onduidelijk ze ook zijn ⁽⁸⁾, lijken in ieder geval zodanig dat niet kan worden betwist dat het plannen of programma's zijn in de zin van richtlijn 2001/42/EG: zoals reeds vermeld is het "plan voor erfgoedbeheer" immers omschreven als "geheel van nuttige werken, doelstellingen en middelen voor het globaal beheer van een beschermd of op de bewaarijst opgenomen groot geheel, groot gebouw met meerdere appartementen of uitgestrekt landschap, vastgesteld bij besluit van de Regering ter fine van een harmonieuze bewaring van dit geheel, appartementsgebouw of landschap en van het gezonde beheer ervan"; bovendien

⁽⁵⁾ Zie inzonderheid advies 39.442/2/4, gegeven op 19 december 2005 door de afdeling wetgeving van de Raad van State, over een voorontwerp dat heeft geleid tot het programmadecreet van het Waals Gewest van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië (*Gedr. St., Parl. wall.*, 2005-2006, nr. 296/1, blz. 56 en volgende), alsook advies 42.042/4, gegeven op 22 januari 2007 over een voorontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het decreet van het Waals Gewest van 20 september 2007 tot wijziging van de artikelen 1, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 en 181 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en tot invoeging van artikel 42bis en tot wijziging van artikelen 1, 4 en 10 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid en tot invoeging van de artikelen 1bis, 1ter, 2bis en 9bis (*Gedr. St., Parl. wall.*, 2006-2007, nr. 611/1, blz. 55); zie ook advies 44.570/4, gegeven op 11 juni 2008 door de afdeling wetgeving van de Raad van State over een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "tot wijziging van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken".

⁽⁶⁾ Zoals omschreven in het ontworpen artikel 206, 10/ (artikel 92 van de ontworpen ordonnantie).

⁽⁷⁾ Zoals omschreven in het ontworpen artikel 98, § 4 (ontworpen artikel 26).

⁽⁸⁾ Zie algemene opmerking II hierboven.

maakt het "plan voor erfgoedbeheer" onder meer de vrijstelling mogelijk van een vergunning of van een advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen voor de toegestane werken en handelingen.

Hieruit volgt dat de procedure voor de vaststelling en de goedkeuring van het genoemde programma een milieu-effectbeoordeling moet omvatten die overeenstemt met de richtlijn 2001/42/EG ⁽⁹⁾.

2. Bovendien moet deze vaststellingsprocedure in ieder geval een fase omvatten waarin het publiek inspraak heeft, overeenkomstig artikel 7 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (hierna te noemen: het "Verdrag van Aarhus"), dat een dergelijke fase van inspraak van het publiek voorschrijft, met inachtneming van de voorwaarden vastgesteld bij artikel 6, lid 3, 4 en 8 van hetzelfde Verdrag, vóór de vaststelling van de "plannen en programma's betrekking hebbende op het milieu", welke bewoordingen in hun gebruikelijke betekenis moeten worden begrepen.

3. Wat betreft de procedure voor de vaststelling van het "plan voor erfgoedbeheer", wordt de regering in de ontworpen tekst alleen gemachtigd "de vorm, de inhoud en de uitwerkingsprocedure "van dat soort plan" te regelen ⁽¹⁰⁾, met dien verstande dat het "plan voor erfgoedbeheer", vooraleer het door de regering wordt vastgesteld, "in elk geval (moet worden) voorafgegaan door grondige analyses en door het opstellen van een bestek waarin de best geschikte handelingen en tussenkomsten inzake onderhoud en renovatie van het goed worden aanbevolen".

De ontworpen tekst voert dus zelf geen milieu-effectbeoordelingsprocedure in die beantwoordt aan alle vereisten van richtlijn 2001/42/EG. Hij houdt er evenmin rekening mee dat de Brusselse rechtsordening reeds een geheel van autonome bepalingen bevat die ervoor moeten zorgen dat op zijn minst richtlijn 2001/42/EG in het Brusselse

⁽⁹⁾ Tenzij de steller van het voorontwerp kan aantonen dat voor de betrokken programma's de vrijstellingen zouden kunnen gelden waarin de richtlijn zelf, inzonderheid in haar artikel 3, leden 3 en 5, voorziet.

⁽¹⁰⁾ Ontworpen artikel 98, § 4, lid 2 (artikel 26, d), van de ontworpen ordonnantie).

recht wordt omgezet, namelijk de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's, waarvan artikel 17, § 2, eerste lid, bepaalt dat

"elk wettelijk, verordenend of bestuursrechtelijk instrument dat voorziet in de vaststelling van een plan of programma dat onder de werkingssfeer van deze ordonnantie valt, (...) tevens (moet) voorzien in een procedure voor de milieubeoordeling van dit plan of programma overeenkomstig de procedure die in deze ordonnantie is vastgesteld."

Bovendien schrijft de ontworpen tekst niet voor een openbaar onderzoek te houden, dat als substantieel vormvereiste moet worden opgelegd en geregeld door de wetgever zelf, wat de hoofdbestanddelen ervan betreft ⁽¹¹⁾.

De ontworpen tekst moet in het licht van deze opmerkingen worden herzien.

IV. Diverse algemene maatregelen

1. De Raad van State heeft zich onlangs moeten uitspreken over een ander voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "houdende wijziging van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening met het oog het beginsel van de stadsobservatie te bekrachtigen" ⁽¹²⁾.

⁽¹¹⁾ In deze zin, zie onder andere advies 27.486/4, gegeven op 11 maart 1998, over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 1998 tot bepaling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten die aan een openbaar onderzoek worden onderworpen en van de voorschriften voor het openbaar onderzoek; in advies 20.912/9, gegeven op 16 oktober 1991 over een ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest, is erop gewezen dat de bij besluit geregelde communicatieprocedures een toereikende rechtsgrond moeten vinden in normen van de decreetgever en dat aldus een decreet dat alleen voorziet in maatregelen van openbaarmaking en onderzoek nadat het milieu-effectonderzoek heeft plaatsgehad het niet mogelijk maakt een overlegvergadering te houden.

⁽¹²⁾ Het reeds vermelde advies 44.379/4.

Dit andere voorontwerp van ordonnantie en het hier onderzochte voorontwerp vallen soms samen en beogen elk op sommige punten in het BWRO wijzigingen aan te brengen die tegenstrijdig zijn, of die op zijn minst elkaar uitsluiten ⁽¹³⁾.

Onder voorbehoud van de door de Raad van State gemaakte opmerkingen over deze twee voorontwerpen, moet de steller van het voorontwerp erop toezien dat de samenhang ertussen gewaarborgd wordt, en overlappingen en tegenstrijdigheden voorkomen.

2. Verschillende bepalingen van de ontworpen ordonnantie willen de organisatie hervormen van de administratieve beroepen die tegen een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning kunnen worden ingesteld.

Het gaat in hoofdzaak om de artikelen 69 en volgende van de ontworpen ordonnantie.

Het door deze bepalingen ingevoerde systeem is zodanig opgevat dat deze administratieve beroepen naargelang het geval alleen kunnen worden ingesteld door de aanvrager van de vergunning of door het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente.

Derde-belanghebbenden, zoals burens, kunnen dus geen beroep instellen.

Wat precies dat punt betreft, heeft de Raad van State reeds het volgende opgemerkt :

"1. L'ouverture des recours administratifs aux seuls demandeurs de permis a pu se concevoir à une époque où l'accent était mis sur la protection du

⁽¹³⁾ Als significant voorbeeld kan worden onthouden dat het voorontwerp dat onderzocht is in het advies 44.379/4 en het hier onderzochte voorontwerp beide beogen in het BWRO een nieuw artikel 12*bis* in te voegen, dat totaal verschilt in beide voorontwerpen.

droit de propriété et de toutes ses implications⁽¹⁴⁾. Tel n'est plus le cas aujourd'hui, puisqu'aussi bien, l'article 23 de la Constitution garantit le droit à la protection d'un environnement sain. [...]

Certes, les tiers intéressés disposent-ils d'un recours juridictionnel leur permettant d'obtenir la suspension et l'annulation d'une autorisation délivrée illégalement. Mais ils ne peuvent, ce faisant, en contester l'opportunité. On n'aperçoit mal comment l'exclusion absolue et généralisée de tout recours administratif pour les tiers intéressés pourrait se justifier eu égard aux exigences du principe d'égalité consacré par l'article 10 de la Constitution."⁽¹⁵⁾

Dezelfde opmerking moet gemaakt worden bij het nieuwe administratief beroep dat bij de ontworpen ordonnantie wordt geregeld.

3. Verscheidene bepalingen van het voorontwerp van ordonnantie strekken ertoe rechtstreeks bepaalde taken op te dragen aan het "bestuur".

Overeenkomstig artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat krachtens artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen van toepassing is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, staat het aan de regering en niet aan de wetgever om de organisatie en de werking van haar diensten te regelen.

⁽¹⁴⁾ Voetnoot 31 van het aangehaalde advies : Encore que, d'une manière très significative, la police des établissements classés a consacré, de longue date, le recours des tiers intéressés.

⁽¹⁵⁾ Advies 25.689/9 gegeven op 26 februari en 5 maart 1997 door de afdeling wetgeving van de Raad van State over een voorontwerp dat het Waalse gewestdecreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium (CWATUP) is geworden (*Gedr. St., Parl. wall., 1996-1997, 233 - nr. 1, blz. 67*).

Het staat dus niet aan de Brusselse wetgever om de verhoudingen te regelen tussen de regering en het bestuur dat zich onder haar gezag bevindt, net zo min als rechtstreeks taken toe te vertrouwen aan datzelfde bestuur ⁽¹⁶⁾.

Het hele voorontwerp van ordonnantie moet dienovereenkomstig worden herzien.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. In onderdeel a) van de voorliggende bepaling staat dat de regering "binnen de dertig dagen na de bij haar ingediende aanvraag" het advies vraagt van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie.

Uit artikel 7 van het BWRO, zoals het gewijzigd zou worden door de voorliggende bepaling, kan niet worden opgemaakt door wie en in welke vorm zulk een aanvraag aan de regering zou kunnen worden gericht.

De ontworpen regeling moet worden herzien en zo worden gewijzigd dat duidelijk wordt weergegeven wat ter zake de bedoeling van de steller van het voorontwerp is.

⁽¹⁶⁾ Zie in deze zin advies 35.689/4, dat op 6 en 8 oktober 2003 door de afdeling wetgeving van de Raad van State is uitgebracht over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 betreffende enkele bepalingen inzake ruimtelijke ordening (*Gedr. St.*, BHP, 2003-2004, nr. A-501/1, blz. 103-104). Zie ook het reeds genoemde advies 44.379/4.

2. Nog in onderdeel a) staat dat het advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie wordt gevraagd over "de voorontwerpen van ordonnantie en de ontwerpbesluiten die betrekking hebben op de aangelegenheden bedoeld in dit Wetboek die een impact hebben op de ontwikkeling van het Gewest".

Deze bepaling is in bijzonder ruime bewoordingen gesteld, zodat daardoor rechtsonzekerheid kan ontstaan omtrent de vraag in welke gevallen de voornoemde Gewestelijke Commissie moet worden geraadpleegd. De ontworpen regeling moet worden herzien en de commentaar bij de artikelen moet in voorkomend geval worden aangevuld, zodat het begrip "aangelegenheden bedoeld in dit Wetboek" en het begrip ontwerpen van ordonnantie of ontwerpbesluiten "die een impact hebben op de ontwikkeling van het Gewest" nader bepaald worden, zo niet moet ervan uitgegaan worden dat alle regelingen aan de commissie moeten worden voorgelegd.

Artikel 7

1. In het ontworpen artikel 18, § 4, vierde lid, ontbreken de woorden "voor advies" en ontbreekt duidelijk een zin tussen de eerste en de tweede zin, een zin die klaarblijkelijk dezelfde moet zijn als die welke de tweede zin zou worden van het ontworpen artikel 25, § 4, vierde lid (artikel 8 van het voorontwerp van ordonnantie).

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien en aangevuld.

2. Artikel 7 van het voorontwerp wil paragraaf 5 van artikel 18 van het BWRO opheffen.

Die bepaling regelt thans de procedure volgens welke de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie haar advies moet uitbrengen over het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan.

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom de ontworpen tekst die bepaling zonder meer wil opheffen; in de commentaar bij de artikelen wordt daarvoor geen enkele reden opgegeven, terwijl nochtans uit het ontworpen artikel 7, tweede lid, blijkt dat nog steeds het advies moet worden ingewonnen van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie voordat het gewestelijk ontwikkelingsplan wordt goedgekeurd ⁽¹⁷⁾.

Het zou dan ook de rechtszekerheid ten goede komen indien artikel 18, § 5, van het Wetboek niet gewoonweg opgeheven zou worden, maar in voorkomend geval aangepast, zodat dat artikel 18 nog uitdrukkelijk het advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie vermeldt.

In dat verband kan er niet van uit worden gegaan dat het advies van de Commissie hoe dan ook vermeld zal kunnen worden op de lijst van de te raadplegen instanties die door de regering moet worden vastgesteld overeenkomstig het ontworpen artikel 18, § 4, eerste zin.

Zoals ze is gesteld laat die machtiging de regering immers de bevoegdheid om zelf te bepalen welke instanties geraadpleegd moeten worden.

Zoals hierboven uiteen is gezet, blijkt uit het ontworpen artikel 7, tweede lid, echter dat de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie verplicht over het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan geraadpleegd zal moeten worden ⁽¹⁸⁾.

De ontworpen regeling moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

⁽¹⁷⁾ Immers, zoals hierboven vermeld, moet de Commissie luidens het ontworpen artikel 7, tweede lid, van het BWRO geraadpleegd worden over de ontwerpbesluiten die betrekking hebben op de aangelegenheden bedoeld in het BWRO die een impact hebben op de ontwikkeling van het gewest. Dat vereiste is weliswaar in bijzonder vage bewoordingen gesteld, maar dat neemt niet weg dat het gewestelijk ontwikkelingsplan vastgesteld door de regering een besluit is dat betrekking heeft op de aangelegenheden bedoeld in het BWRO die een impact hebben op de ontwikkeling van het gewest.

⁽¹⁸⁾ Vergelijk met artikel 25, § 5, van het BWRO, dat de procedure van het inwinnen van het advies van de Gewestelijke Commissie over het ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan handhaaft.

Artikel 9

Het ontworpen artikel 27, § 1, derde lid, bepaalt het volgende :

"Wanneer de noodzaak om het gewestelijk bestemmingsplan te wijzigen voortvloeit uit een gewestelijk ontwikkelingsplan of de wijziging van dat plan, moet het ontwerpplan tot wijziging van het gewestelijk bestemmingsplan worden goedgekeurd binnen de twaalf maanden na de goedkeuring van het gewestelijk ontwikkelingsplan of de wijziging van dat plan."

Zoals ze is gesteld kan deze bepaling leiden tot schadelijke rechtsonzekerheid en aanleiding geven tot talrijke betwistingen over de vraag in welke gevallen de "noodzaak" om het gewestelijk bestemmingsplan te wijzigen "voortvloeit" uit een gewestelijk ontwikkelingsplan of de wijziging van dat plan.

Wat dat betreft en in tegenstelling tot wat in de voorliggende bepaling staat, blijkt niet uit de commentaar bij de artikelen dat het de bedoeling zou zijn van de steller van het voorontwerp om de geldende regeling te wijzigen volgens welke het gewestelijk ontwikkelingsplan zelf moet "aanduiden" dat het gewestelijk bestemmingsplan gewijzigd moet worden.

Overeenkomstig de bedoeling van de steller van het voorontwerp, zoals die blijkt uit de commentaar bij de artikelen, zou de rechtszekerheid beter gewaarborgd worden indien de ontworpen regeling uitdrukkelijk in deze zin zou worden gesteld dat de regering een ontwerp tot wijziging van het gewestelijk bestemmingsplan moet aannemen wanneer zulks in het gewestelijk ontwikkelingsplan staat.

Artikel 10

In de Franse versie van de voorliggende bepaling moeten de woorden "le collège communal" vervangen worden door de woorden "le conseil communal".

Artikel 14

De wijziging waarvan sprake in a), die geen betrekking heeft op het ontworpen artikel 38, moet opgenomen worden in een afzonderlijke bepaling.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 75, a), van het voorontwerp.

Artikel 16

De afdeling wetgeving ziet de logica niet in van de wijzigingen die de onderzochte bepaling beoogt aan te brengen in artikel 44 van het BWRO, door aan het college van burgemeester en schepenen de bevoegdheid op te dragen om te bepalen of over het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan een milieu-effectrapport moet worden opgemaakt, terwijl het steeds de gemeenteraad toekomt om, in eerste instantie, te beoordelen of het ontworpen plan of de herziening ervan in voorkomend geval geen aanzienlijke gevolgen kan hebben voor het leefmilieu.

Artikel 26

1. De inleidende zin van b) moet gesteld worden als volgt :

"b) paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :".

2. Overeenkomstig de wetgevingstechnische regels ⁽¹⁹⁾ moeten de twee paragrafen die moeten worden ingevoegd in de ontworpen tekst genummerd worden als "§ 2/1" en "§ 2/2".

Punt e) dient bijgevolg te worden herzien, inzonderheid wat betreft de interne verwijzingen naar de verschillende paragrafen van het artikel.

⁽¹⁹⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbevelingen nrs 123, 123.1 en 125, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl, [1-10-2008].

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 74 van het voorontwerp.

Artikel 27

De onderzochte bepaling strekt er inzonderheid toe te bepalen dat in de gevallen dat, overeenkomstig artikel 175, 3/, van het BWRO ⁽²⁰⁾, de stedenbouwkundige vergunning afgegeven wordt door de gemachtigde ambtenaar of door de regering, het een aangelegenheid van het college van burgemeester en schepenen is "een beslissing (te nemen) over de bestemming van de opbrengst van de stedenbouwkundige lasten".

Zulk een bepaling heeft enkel zin wanneer de stedenbouwkundige last louter van financiële aard is. Welnu, dat is niet altijd het geval aangezien volgens artikel 100, § 1, eerste lid, de stedenbouwkundige lasten ook betrekking kunnen hebben op het uitvoeren van verschillende handelingen en werken.

De vraag rijst dus of voor de gevallen bedoeld in artikel 175, 3/, die vermeld worden in de voorliggende bepaling, de bedoeling van de steller van het voorontwerp erin bestaat de gemachtigde ambtenaar of de regering te dwingen lasten op te leggen die louter van financiële en niet van enig andere aard zijn.

De steller van het voorontwerp moet daarover een standpunt innemen en zijn bedoeling duidelijk kenbaar maken in het ontworpen dispositief zelf.

Artikel 28

Met de ontworpen bepaling wordt overigens niet tegemoetgekomen aan de bedenkingen die geuit worden in de commentaar bij het artikel en meer in het bijzonder wordt er geen oplossing geboden voor het geval dat de begunstigde van de bestreden vergunning niet de hoedanigheid van partij in het geding heeft, zodat het uiteindelijke besluit hem niet ter kennis wordt gebracht.

⁽²⁰⁾ Zoals de ontworpen tekst deze bepaling beoogt te wijzigen.

In dat laatste geval staat het aan de overheid die de vergunning heeft afgegeven de begunstigde van de vergunning er kennis van te geven dat de periode van schorsing van de vervaltermijn verlopen is ⁽²¹⁾.

Bij artikel 31 van het voorontwerp moet dezelfde opmerking worden gemaakt.

Artikel 34

1. In punt f) van de voorliggende bepaling moeten de woorden ", of in de nabijheid van een dergelijke vestiging of ook nog betrekking heeft op een dergelijke vestiging" vervallen.

Bovendien dient de verwijzing naar de richtlijnen 79/409/EEG van de Raad van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand en 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna vervangen te worden door een verwijzing naar de bepalingen van intern recht die de omzetting van die richtlijnen beogen.

2. In punt g), is het ontworpen artikel 125, negende lid, gesteld als volgt :

"Indien het bestuur of de instelling in kwestie het gevraagde advies niet binnen de dertig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag overmaakt aan het college van burgemeester en schepenen, wordt de procedure voortgezet zonder dat nog rekening kan worden gehouden met een advies dat buiten die termijn wordt overgemaakt."

De afdeling wetgeving vraagt zich af of de regel dat, wanneer de betrokken instelling of bestuurlijke overheid haar advies niet binnen de vereiste termijn heeft bezorgd, de procedure wordt voortgezet, niet voldoende is om het door de steller van het ontwerp nagestreefde doel te bereiken, namelijk het verduidelijken van de raadplegingstermijnen.

In dat verband moet erop gewezen worden dat door aan het college van burgemeester en schepenen te verbieden rekening te houden met een advies, dat eraan buiten de voorgeschreven termijn zou worden bezorgd, maar wel binnen een termijn die

⁽²¹⁾ Vergelijk met arrest RvS, nr. 93.290, van 13 februari 2001, Van Middel.

het college voldoende speelruimte zou hebben gegeven om het te onderzoeken en het in aanmerking te nemen bij het nemen van zijn beslissing, deze overheid de overdenkingen dreigt te ontnemen die geuit zijn door een gespecialiseerd orgaan. Op dat punt wordt in de commentaar bij de artikelen geen echte uitleg verschaft, terwijl in andere bepalingen van de ontworpen tekst ⁽²²⁾ niet voorzien wordt in dezelfde sanctie en daarin enkel bepaald wordt dat "de procedure (wordt) voortgezet".

Artikel 37

Artikel 37, b), van de ontworpen ordonnantie beoogt in artikel 127 van het BWRO een paragraaf 3 in te voegen, luidende :

"§ 3. Een passende en aparte evaluatie is overigens vereist voor openbare en particuliere projecten die zich situeren in of in de nabijheid van een gebied dat een bestemming gekregen heeft overeenkomstig de richtlijnen 79/409/EEG van de Raad van 2 april 1979 betreffende het behoud van de in het wild levende vogels en 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 betreffende het behoud van de natuurlijke habitat evenals van de ongerepte fauna en flora. Deze aparte evaluatie zal opgesteld worden op grond van bestekken die de Regering bij besluit vastlegt, naargelang het type speciale beschermingszone waarin of in de nabijheid waarvan de projecten worden vooropgesteld. De in dat geval door te voeren aparte evaluatie dient geïntegreerd te worden in de algemene evaluatie beschreven in de paragrafen 9 en 2 hierboven, indien de desbetreffende projecten onderworpen worden aan een studie of aan een effectenverslag".

Bij deze bepaling moeten verschillende opmerkingen worden gemaakt.

1. Eerst en vooral geeft ze noch de exacte doelstelling, noch de hoofdbestanddelen van de "passende en aparte" evaluatieprocedure aan die daarin wordt genoemd.

Er wordt weliswaar bepaald dat "de in dat geval door te voeren aparte evaluatie (...) geïntegreerd (dient) te worden in de algemene evaluatie (...) indien de desbetreffende projecten onderworpen worden aan een studie of aan een effectenverslag",

⁽²²⁾ Zoals het ontworpen artikel 171, § 1, derde lid, en het ontworpen artikel 222, § 4 (artikel 71 en artikel 95 van de ontworpen ordonnantie).

zodat in dat geval de aparte evaluatie plaatsvindt overeenkomstig de procedure voor een studie of een milieu-effectrapport".

In de ontworpen tekst wordt evenwel niet voorzien in enige evaluatieprocedure voor de gevallen waarin geen enkele "algemene evaluatie" zou plaatsvinden.

2. Overigens vraagt de afdeling wetgeving zich af wat de exacte draagwijdte is van de voorliggende bepaling, inzonderheid uit het oogpunt van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 oktober 2000 betreffende de instandhouding van de natuurlijke habitats en van de wilde fauna en flora, dat de omzetting beoogt van de richtlijnen die genoemd worden in de voorliggende bepaling en dat, volgens de aanhef ervan, zijn rechtsgrond ontleent aan de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur, inzonderheid aan de artikelen 3, 4, 5, 34 en 35 ervan, alsook aan de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, inzonderheid aan artikel 4 ervan ⁽²³⁾.

Artikel 5 van dat besluit bepaalt immers onder andere het volgende :

"Elk plan of project dat niet direct verband houdt met of nodig is voor het beheer van de speciale beschermingszones, maar afzonderlijk of in combinatie met andere plannen of projecten significante gevolgen kan hebben voor zo'n gebied, maakt het voorwerp uit van een gepaste beoordeling van zijn effecten op de speciale beschermingszone gelet op de behoudsdoelstellingen van deze zone."

De vraag is dan ook of de voorliggende bepaling wil herinneren aan de evaluatieprocedure die al voorgeschreven wordt door het voornoemde besluit van 26 oktober 2000, of aan de regering een nieuwe wettelijke machtiging wil verlenen om een andere vorm van "aparte evaluatie" uit te werken en uit te voeren.

⁽²³⁾ Wat betreft dat besluit en de omzetting, in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de voornoemde richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG, zie F. LAMBOTTE, "Natura 2000 et la Région de Bruxelles-Capitale", in *Natura 2000 - Aspects juridiques de la sélection et de la conservation des sites Natura 2000 en Belgique et en France*, Actes du colloque organisé à Louvain-la-Neuve le 26 septembre 2000, Bruylant, Brussel, 2004, blz. 65 tot 90.

Indien de bedoeling van de steller van het voorontwerp erin bestaat om, zoals uit de commentaar bij de artikelen kan worden afgeleid, te wijzen op het bestaan van de evaluatie voorgeschreven door het voornoemde besluit, is zulk een memorering zinloos, doch is bovendien de wetgever niet gerechtigd om het bestaan te memoreren van een door de uitvoerende macht voorgeschreven en geregelde procedure.

Indien de steller van het voorontwerp daarentegen voornemens is de regering te machtigen om een andere evaluatie dan die voorgeschreven door het besluit van 26 oktober 2000 tot stand te brengen en te organiseren, moet hij niet alleen de hoofdbestanddelen van de evaluatieprocedure regelen voor de gevallen dat geen "algemene evaluatie" plaatsvindt. De wetgever dient ook de ontworpen tekst aan te passen en de regering moet, in voorkomend geval, het besluit van 26 oktober 2000 aanpassen, teneinde elke onnodige herhaling en mogelijke rechtsonzekerheid te voorkomen, waarbij bovendien gezorgd moet worden voor een volledige omzetting van de betrokken richtlijnen.

Ten slotte behoort, zoals reeds is gesteld in opmerking 1 gemaakt onder artikel 34 van het voorontwerp, in plaats van rechtstreeks te verwijzen naar richtlijnen, te worden verwezen naar internrechtelijke bepalingen die zorgen voor de omzetting van die richtlijnen.

Artikel 47

De wijziging aangebracht bij punt a) van de onderzochte bepaling is gebaseerd op het postulaat dat in de aanvraag om een vergunning of een attest in ieder geval wijzigingen zullen worden aangebracht zoals bedoeld in artikel 139, dat men via de ontworpen ordonnantie eveneens beoogt te wijzigen.

Dit zal evenwel niet altijd het geval zijn, onder meer wanneer het begeleidingscomité besluit de effectenstudie zonder meer af te sluiten overeenkomstig artikel 137, eerste lid, van het BWRO.

De onderzochte bepaling moet dus worden herzien, waarbij rekening wordt gehouden met deze mogelijkheid.

Artikel 48

Artikel 142, § 2, eerste lid, van het BWRO bepaalt in zijn huidige lezing :

"De aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning, die volgen op een niet-ervallen stedenbouwkundig attest dat door een effectenverslag is voorafgegaan, worden vrijgesteld van een dergelijk verslag, voor zover ze overeenstemmen met de afgegeven attesten."

Artikel 48, a), van het voorontwerp stelt voor deze bepaling als volgt te wijzigen :

"De aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning, die volgen op een niet-ervallen stedenbouwkundig attest dat door een effectenevaluatie is voorafgegaan, worden vrijgesteld van een dergelijke evaluatie, voor zover ze overeenstemmen met de afgegeven attesten."

In de artikelsgewijze bespreking wordt daaromtrent gesteld :

"De (...) wijziging (...) heeft tot doel om logischerwijze te voorzien in een vrijstelling van effectenrapport voor vergunningsaanvragen die volgen op een niet-ervallen stedenbouwkundig attest dat werd voorafgegaan door een effectenstudie. Dat kan het geval zijn bij een project dat in de vergunningsaanvraag is opgenomen en dat van kleinere omvang is dan het project voorzien in het stedenbouwkundig attest."

Rekening houdend met het aldus beoogde doel, alsook met de omstandigheid dat het BWRO het begrip van de "evaluatie" van de effecten niet kent, en om bovendien iedere verwarring te voorkomen, dient de onderzochte bepaling aldus te worden herzien dat ze artikel 142, § 2, eerste lid, van het Wetboek als volgt wijzigt :

"De aanvragen om een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning die volgen op een niet-ervallen stedenbouwkundig attest dat door een effectenverslag of een effectenstudie is voorafgegaan, worden vrijgesteld van een effectenverslag, voor zover ze overeenstemmen met de afgegeven attesten."

De onderzochte bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 49

De inleidende zin in punt b) moet als volgt worden geredigeerd :

"b) het eerste lid, 6/, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 54

1. De afdeling wetgeving ziet niet in wat de strekking is van het ontworpen artikel 148, § 2, vierde en vijfde lid. Zo vraagt de afdeling wetgeving zich af of deze twee leden niet van plaats moeten wisselen, zodat het vierde lid het vijfde lid wordt en het vijfde lid het vierde lid wordt.

Bovendien vraagt de afdeling wetgeving zich in verband met het ontworpen vijfde lid af of het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte moet worden gehouden van "de evolutie van het ontwerpbestek van de effectenstudie", dan wel van "het opmaken van het ontwerpbestek van de effectenstudie".

De ontwerptekst moet aldus worden herzien dat de interne samenhang van artikel 148 van het BWRO in zijn geheel wordt gewaarborgd.

2. Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek moet de nieuwe paragraaf die in artikel 148 van het Wetboek wordt ingevoegd, "§ 2/1" worden genummerd.

Artikel 56

1. De onderzochte bepaling strekt ertoe artikel 151, eerste lid, van het BWRO aldus te wijzigen dat de overlegcommissie niet meer over dertig, maar over vijfenveertig dagen beschikt om haar advies te verstrekken omtrent een aanvraag om een vergunning of een attest waarop krachtens artikel 149 van het BWRO de speciale regelen van openbaarmaking van toepassing zijn.

Gelet op deze wijziging moet de indiener van het voorontwerp de noodzaak of de wenselijkheid onderzoeken om alle termijnen te herzien die gelden voor de procedures waarin zulke speciale regelen van openbaarmaking worden voorgeschreven die onder meer het advies van de overlegcommissie betreffen, inzonderheid de termijnen gesteld in artikel 164 van het BWRO en in de ontworpen artikelen 171 en 172 van het BWRO.

2. Omtrent het bij punt b) gewijzigde derde lid moet, in zoverre de ontworpen bepaling stelt dat geen rekening mag worden gehouden met buiten de termijn uitgebrachte adviezen, dezelfde opmerking worden gemaakt als opmerking 2 onder artikel 34.

Artikel 71

Volgens het ontworpen artikel 171, § 3, kan het stedenbouwkundig college de partijen horen, die alsdan uitgenodigd worden om te verschijnen indien ze vragen om te worden gehoord.

Voorts kan volgens paragraaf 4 van hetzelfde artikel de regering "de nadere regels en de termijn voor de uitwisseling van schriftelijke argumenten door de partijen bepalen".

Volgens de commentaar bij dit artikel kan de regering aldus "de regels (...) bepalen die de hoorprocedure regelen, meer bepaald door de modaliteiten en de termijnen te bepalen van de uitwisseling van de geschreven argumenten tussen de partijen".

Deze discrepantie tussen de memorie van toelichting en de ontwerptekst moet worden weggewerkt en de indiener van het voorontwerp moet de onderlinge samenhang tussen deze twee bepalingen duidelijker tot uiting laten komen.

Artikel 75

Het ontworpen artikel 75, e), stelt voor de gemachtigde ambtenaar bevoegd te verklaren om vergunningen af te geven "wanneer ze betrekking hebben op daden en werkzaamheden in een gebied dat op het grondgebied van meer dan één gemeente ligt, zoals bepaald door de Regering op advies van de betrokken gemeenten".

Het enige criterium dat bij deze bepaling wordt voorgeschreven, is gebaseerd op de omstandigheid dat het door de regering bepaalde gebied zich zal uitstrekken "over het grondgebied van verscheidene gemeenten".

Zo is niet vereist dat ook de betrokken daden en werkzaamheden zich moeten uitstrekken over het grondgebied van verscheidene gemeenten, maar alleen dat ze zich bevinden in een gebied dat op het grondgebied van meer dan één gemeente ligt.

Bovendien schrijft de onderzochte bepaling geen enkel criterium voor dat de regering moet in acht nemen wanneer deze de betrokken gebieden vastlegt, behoudens dat ze op het grondgebied van meer dan één gemeente moeten liggen.

Een zodanige machtiging is buitensporig ruim.

De onderzochte bepaling moet worden herzien, waarbij op zijn minst de criteria die de regering moet in acht nemen bij het bepalen van de betrokken gebieden, door de wetgever zelf worden vastgesteld ⁽²⁴⁾.

Artikel 77

De bepaling die artikel 177, § 1, tweede lid, van het BWRO moet worden, neemt een regel over die reeds volgt uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Een zodanige bepaling is overbodig.

⁽²⁴⁾ Vergelijk met artikel 75, c), van het voorontwerp van ordonnantie.

De ontwerptekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling die artikel 188, derde lid, tweede zin, van het BWRO (artikel 84 van het voorontwerp van ordonnantie) moet worden.

Artikel 85

1. In artikel 85, eerste lid, van het voorontwerp moeten de woorden "In artikel 191, lid 1" vervangen worden door de woorden "In artikel 191, tweede lid,".

2. Artikel 191 van het BWRO, dat men met de onderzochte bepaling beoogt te wijzigen, betreft zowel de instanties die in eerste aanleg uitspraak doen, als die welke op beroep uitspraak doen.

Het zou derhalve beter zijn de regel die vervat is in de bepaling die artikel 191, vijfde lid, moet worden en die uitsluitend het geval betreft waarin het college van burgemeester en schepenen in eerste aanleg dient te beslissen, op te nemen in artikel 156 van het BWRO.

Artikel 88

1. In het ontworpen artikel 194*bis*, eerste lid, dienen de woorden "in de artikelen 222, § 2," vervangen te worden door de woorden "in de artikelen 222, § 6,".

2. Het ontworpen artikel 194*bis*, tweede lid, houdt geen rekening met het feit dat artikel 83 van het voorontwerp ertoe strekt de artikelen 183 tot 187 van het BWRO op te heffen, noch met de wijzigingen die de artikelen 70 en 82 van het voorontwerp respectievelijk beogen aan te brengen in artikel 170 en artikel 182 van het BWRO.

De ontworpen tekst moet worden herzien ter wille van de onderling samenhang van deze verschillende bepalingen.

Artikel 91

De wijzigingen die de voorliggende bepaling beoogt aan te brengen in artikel 202 van het BWRO houden geen rekening met het feit dat artikel 83 van het voorontwerp de artikelen 183 tot 187 van het Wetboek beoogt op te heffen.

De ontworpen tekst moet worden herzien ter wille van de onderling samenhang van de verschillende bepalingen.

Artikel 93

De ontworpen bepaling strekt ertoe de eigenaar van het goed waarop de procedure van inschrijving op de bewaarlijst van toepassing is, te verplichten "dit goed te laten bezoeken door een afgevaardigde van de Gewestelijke Directie voor Monumenten en Landschappen".

Om te voorkomen dat het beginsel van de onschendbaarheid van de woning wordt geschonden, inzonderheid voor het geval de eigenaar van het goed niet de bewoner ervan zou zijn, en om het recht op eerbiediging van het privé-leven te waarborgen, moet de ontworpen tekst de voorwaarden bepalen waaronder de bezoeken moeten plaatshebben waarin de voorliggende bepaling voorziet ⁽²⁵⁾, met inbegrip van het optreden van een rechter indien de bewoner weigert zijn woning te laten betreden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 97 van het voorontwerp.

Artikel 95

1. In het ontworpen artikel 222, § 1, tweede zin, van het BWRO, zou het meer in overeenstemming zijn met de bedoeling van de steller van het voorontwerp, uitgedrukt in de memorie van toelichting en in de commentaar bij de artikelen, de woorden "stelt...in" te vervangen door de woorden "kan...instellen".

⁽²⁵⁾ Zie het reeds aangehaalde advies 26.389/9 (opmerking 2 betreffende artikel 82 van het voorontwerp).

2. Uit het ontworpen artikel 222, § 1, tweede zin, blijkt dat de beschermingsprocedure kan worden gestart "op verzoek van een vereniging zonder winstoogmerk die de handtekeningen ingezameld heeft van honderdvijftig personen die ten minste achttien jaar oud zijn en hun woonplaats in het Gewest hebben", met dien verstande dat deze vereniging de bescherming van het erfgoed als doel moet hebben en dat haar statuten sedert ten minste drie jaar moeten zijn bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

De vraag rijst of het aan een zodanige vereniging opleggen van de verplichting om de bewuste 150 handtekeningen te verzamelen, geen schending inhoudt van de vrijheid van vereniging, die de vrijheid impliceert om zich niet te verenigen ⁽²⁶⁾.

In dat opzicht moet de steller van het voorontwerp op zijn minst in staat zijn de noodzaak te wettigen van het aldus opgelegde vereiste, alsmede de evenredigheid ervan met het nagestreefde doel; deze wettiging moet duidelijk blijken uit de commentaar bij de artikelen. Daar een zodanige wettiging ontbreekt, moet de ontworpen bepaling worden herzien.

3. De ontworpen tekst voert een nieuwe regeling in waarbij de regering, naar aanleiding van een verzoek of een voorstel tot bescherming door een derde, kan besluiten het goed rechtstreeks als monument te beschermen, de beschermingsprocedure te starten of te weigeren een zodanige procedure te beginnen.

⁽²⁶⁾ Zie in dat verband M. QUINTIN, "La protection du patrimoine immobilier" in RPDB, aanvulling X; v/"urbanisme et environnement", titel III, hoofdstuk V, Bruylant, Brussel 2007, nr. 1130, blz. 1052; zie naar analogie, wat het belang betreft om op te treden voor de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State om de nietigverklaring te vorderen van een beslissing tot niet-bescherming als monument, RvS, arrest nr. 101.950 van 18 december 2001, Rastelli; in dit arrest heeft de Raad van State erop gewezen dat " dat op dat vlak [op het gebied van de bescherming van het cultureel erfgoed] de rechtsvordering uitsluitend bestemmen voor verenigingen waarvan het doel erin bestaat te zorgen voor de bescherming van het onroerend erfgoed, aanleiding zou geven tot schending van de vrijheid van vereniging, doordat men aan diegenen die zich verenigen een voorrecht zou geven dat ze niet zouden hebben als ze alleen zouden optreden"; zie ook, in verband met de weigering om een beschermingsprocedure te starten, RvS, arrest nr. 178.729 van 18 januari 2008, vzw Petitions-Patrimoine et Depoortere; over het petitierecht en het op gang brengen van een beschermingsprocedure, zie J. Sambon, "Le droit de pétition et le déclenchement de procédures par le public: de la participation réactive à la participation active", in *La participation du public au processus de décision en matière d'environnement et d'urbanisme*, Actes du colloque organisé le 27 mai 2004 par le Centre d'Etude du Droit de l'Environnement (CEDRE) des Facultés universitaires Saint-Louis, Bruylant, Brussel, 2005, blz. 47 e.v.

In dat laatste geval kan de regering ook, indien in verband met betrokken goed een aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning voor een welbepaald project wordt gedaan, mits ze zulks naar behoren motiveert en het evenredigheidsbeginsel naleeft, voorwaarden verbinden aan de afgifte van het attest of de vergunning om de elementen van het goed te behouden en tot hun recht te laten komen.

Voorts wordt bepaald :

"Deze voorwaarden gelden bovendien voor elke binnen de vijf jaar na de bekendmaking van het besluit tot weigering van de instelling van de beschermingsprocedure ingediende aanvraag om stedenbouwkundig attest of vergunning." ⁽²⁷⁾

Merkwaardigerwijs voorziet de ontworpen tekst niet in eenzelfde mogelijkheid voor het geval de regering, terwijl ze heeft besloten de beschermingsprocedure te starten, uiteindelijk besluit om het betrokken goed niet te beschermen.

Uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel dat vervat is de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, is het de afdeling wetgeving evenwel niet duidelijk om welke redenen aan de indiener van een ontwerp met betrekking tot een goed dat de regering weigert te beschermen, geen soortgelijke voorwaarden zouden kunnen worden opgelegd als die welke kunnen worden opgelegd aan de indiener van een ontwerp waarvoor de regering heeft besloten zelfs geen beschermingsprocedure te starten.

Aangezien in de ontworpen tekst geen motieven worden opgegeven die feitelijk juist, rechtens aanvaardbaar, deugdelijk, relevant en redelijk zijn, en die het aldus ontstane verschil in behandeling kunnen rechtvaardigen, moet de tekst worden herzien om deze ongelijke behandeling op te heffen.

Artikel 98

De bepaling, die artikel 225bis van het WROB moet vormen, zou met de nodige aanpassingen beter opgenomen worden in artikel 222 van het BWRO.

⁽²⁷⁾ Ontworpen artikel 222, § 6, van het BWRO.

Artikel 103

Het zou meer in overeenstemming zijn met het algemeen beginsel van de wettelijkheid van de belasting dat de wetgever zelf het minimumaantal dagen vaststelt gedurende welke het betrokken goed toegankelijk zal moeten zijn voor het publiek of op zijn minst de marge waarbinnen het aan de regering staat dit aantal dagen vast te stellen.

Artikel 107

De artikelen 307 en volgende van het BWRO stellen de gemachtigde ambtenaar en het college van burgemeester en schepenen in staat de strafrechter of de rechter in burgerlijke zaken te verzoeken bepaalde herstelmaatregelen te bevelen, zoals het weer in orde brengen van de plaats in geval van een strafbaar feit als bedoeld in artikel 300 van het Wetboek.

Artikel 308 van het BWRO bepaalt bovendien dat als de plaats niet in de vorige staat wordt hersteld of de bouw- of aanpassingswerken niet binnen de voorgeschreven termijn worden uitgevoerd, de rechter beveelt dat de gemachtigde ambtenaar, het college van burgemeester en schepenen en eventueel de burgerlijke partij van ambtswege in de uitvoering ervan kunnen voorzien.

Naast deze herstelprocedure en, in voorkomend geval, ambtshalve uitvoering, voorgeschreven voor alle strafbare feiten opgenoemd in artikel 300 van het BWRO, en die het optreden van een rechter vooronderstelt, voert artikel 305 van het BWRO een procedure van ambtshalve uitvoering in op het gebied van stedenbouwkundige vergunningen van beperkte duur.

Het eerste lid van artikel 305 bepaalt immers :

"Bij het verstrijken van de geldigheidsduur van de bij artikel 102 bedoelde stedenbouwkundige vergunningen, of bij ontstentenis van een dergelijke vergunning is de aanvrager, die de plaats in de vorige staat niet heeft hersteld, gehouden dit op eenvoudige vordering van het college van burgemeester en schepenen of van de gemachtigde ambtenaar te doen." ⁽²⁸⁾

⁽²⁸⁾ De volgende leden van artikel 305 organiseren de procedure zelf.

Deze bepaling is dus van toepassing in het specifieke geval van de tijdelijke vergunningen.

In dat opzicht is de aldus ingevoerde regeling goed te begrijpen en doet ze, a priori, geen bijzondere moeilijkheden rijzen uit het oogpunt van de samenhang met de artikelen 307 en volgende van het Wetboek.

Artikel 107 van de ontworpen ordonnantie strekt er evenwel toe artikel 305 van het BWRO te wijzigen, zodat het stelsel van ambtshalve maatregelen waarin het voorziet eveneens van toepassing is "(op) de hypothese van werken die werden uitgevoerd in het kader van een vergunning maar die niet in overeenstemming zijn met die vergunning". Zoals de ontworpen tekst is gesteld, wekt hij de indruk dat de uitbreiding van de werkingssfeer van artikel 305 van het BWRO waarin de tekst voorziet, zou gelden voor allerlei soorten van handelingen en werkzaamheden waarvoor een stedenbouwkundige of zelfs een verkavelingsvergunning wordt vereist en niet alleen voor de handelingen en werkzaamheden waarvoor een stedenbouwkundige vergunning van beperkte duur wordt vereist.

Desgevraagd heeft de medewerker van de gemachtigde van de regering uiteengezet dat de steller van het voorontwerp met de hier nagestreefde uitbreiding van de werkingssfeer van artikel 305 van het Wetboek, alleen doelt op het geval van een vergunning van beperkte duur.

De ontworpen tekst moet worden herzien zodat zulks uitdrukkelijk wordt gepreciseerd.

Slotopmerking

Men dient zich te richten naar de aanbevelingen 123 en volgende van de handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten ⁽²⁹⁾ wat betreft de artikelen 6 (ontworpen artikel 12*bis*), 29 (ontworpen artikel 102*bis*), 36 (ontworpen artikel 126*bis*), 74 (ontworpen artikel 173*bis*), 78 (ontworpen artikel 177*bis*), 88 (ontworpen artikel 194*bis*), 97 (ontworpen artikel 224*bis*) en 98 (ontworpen artikel 225*bis*) van het voorontwerp.

⁽²⁹⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbevelingen nrs 123 en volgende, [www.raadvst-consetat.be/?page=technique-_legislative&lang=nl,\[1/10/2008\]](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique-_legislative&lang=nl,[1/10/2008]).

Vormopmerkingen

Uit een oogpunt van correct taalgebruik is de Nederlandse versie van het ontwerp vatbaar voor kritiek. Bij wijze van voorbeeld wordt op het volgende gewezen :

- de wending "op vraag van" zou vervangen moeten worden door de wending "op verzoek van" (artikel 3, ontworpen artikel 9, derde lid);
- de wending "staat in voor" zou vervangen moeten worden door de wending "zorgt voor" (artikel 4, ontworpen artikel 11, § 5);
- de term "overgemaakt" zou vervangen moeten worden door de term "overgezonden" (artikel 8, ontworpen artikel 25, § 3);
- de wending "binnen de + tijdsbepaling" zou vervangen moeten worden door de wending "binnen + tijdsbepaling" (artikel 9, ontworpen artikel 27, § 1);
- de term "bouwwerf" zou vervangen moeten worden door één van de volgende synoniemen: "bouwplaats, bouwterrein, bouwlocatie";
- onbegrijpelijke terminologie, (artikel 29, ontworpen artikel 102*bis*, § 1, 1/ en 2/), zou vervangen moeten worden door geschiktere;
- verkeerde benamingen zouden vervangen moeten worden door de gangbare (artikel 31, ontworpen artikel 116*bis*).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE